



COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2011

ANNEXE

SOMMAIRE

*(Chiffres exprimés en millions d'euros
sauf mention contraire)*

NOTES

1. Faits significatifs de l'exercice
2. Principes et méthodes comptables du groupe
3. Actif non courant
4. Actif courant
5. Information sur les capitaux propres consolidés
6. Provisions non courantes et courantes
7. Actif et Passif d'impôt non courant
8. Dettes financières non courantes et courantes
9. Principaux éléments de variation de l'endettement net
10. Passif courant
11. Analyse du chiffre d'affaires et autres produits de l'activité
12. Résultat opérationnel
13. Coût de l'endettement financier net / Autres produits et charges financiers
14. Charge d'impôt
15. Résultat net des activités poursuivies et résultat dilué par action
16. Information sectorielle
17. Instruments financiers

18. Engagements hors bilan
19. Effectifs, engagements envers le personnel et participation
20. Informations sur les parties liées et les avantages des organes d'administration et de direction
21. Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie
22. Honoraires des commissaires aux comptes
23. Principaux taux de conversion
24. Liste des principales sociétés consolidées au 31/12/2011

----- ○ -----

Déclaration de conformité :

Au 31 décembre 2011, les états financiers consolidés de Bouygues et de ses filiales (le « Groupe ») ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, IAS (International Accounting Standards), complétées des interprétations formulées par les Comités SIC et IFRIC, approuvées par l'Union Européenne et applicables à cette date. Au 31 décembre 2011, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union Européenne à l'exception de l'amendement IAS1 sur la présentation de l'état des charges et produits comptabilisés qui n'entraîne pas de contradiction avec les textes déjà approuvés en Europe.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) :

- ✓ Le bilan,
- ✓ Le compte de résultat et l'état des charges et produits comptabilisés,
- ✓ Le tableau de variation des capitaux propres,
- ✓ Le tableau des flux de trésorerie,
- ✓ L'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2010.

1.1. PERIMETRE AU 31 DECEMBRE 2011

Au 31 décembre 2011, le périmètre comprend 1 132 entités contre 1 158 à fin 2010. La réduction nette de (26) concerne principalement Bouygues Immobilier (déconsolidations en fin de programme de SCI / SNC...), Colas et TF1 (cession SPS...).

	DÉCEMBRE 2011	DÉCEMBRE 2010
Intégrations globales	865	882
Intégrations proportionnelles	206	217
Mises en équivalence	61	59
	1 132	1 158

1.2. FAITS SIGNIFICATIFS

1.2.1. Faits significatifs de l'exercice 2011

Les principales acquisitions et opérations de l'exercice 2011 sont présentées ci-après :

- OPRA et annulation d'actions propres

A la suite d'une Offre Publique de Rachat d'Actions (OPRA) lancée début octobre 2011, Bouygues a racheté, pour un montant de 1 250 millions d'euros, 41 666 666 de ses propres actions représentant 11,69 % de son capital que le conseil d'administration de Bouygues a décidé d'annuler le 15 novembre 2011.

- Le 11 octobre 2011, Bouygues Telecom est devenue titulaire pour un montant de 228 millions d'euros d'une autorisation d'utilisation d'une bande de fréquence de 15 MHz dans la bande de 2,6 GHz en France Métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public. Cette autorisation, dont la mise en service sera effectuée postérieurement à 2011, est consentie pour une durée de 20 ans.
- GROUPE LEADBITTER (BOUYGUES CONSTRUCTION) :

Suite à l'accord en mars 2011 des autorités de la concurrence de la Commission Européenne, le groupe Bouygues Construction a acquis 51 % pour 37 millions d'euros du groupe Leadbitter au travers de la société Leadbitter Bouygues Holdings Ltd ; les 49 % détenus par l'équipe managériale devraient être acquis dans un délai maximum de 4 ans.

Le groupe Leadbitter (activité de bâtiment au Royaume-Uni) est consolidé par intégration globale dans les comptes du groupe Bouygues Construction depuis le 31 mars 2011. La différence de première consolidation a été principalement affectée en goodwill pour 40 millions d'euros au 31 décembre 2011, selon la méthode dite « du goodwill partiel ».

L'engagement de rachat des intérêts minoritaires de la société holding affecte notamment les dettes financières non courantes (par la contrepartie des capitaux propres) au 31 décembre 2011 pour 19 millions d'euros.

- GAMMA MATERIALS LTD (COLAS) :

Fin juin 2011, Colas a acquis 50 % de la société Gamma Materials Ltd située à l'île Maurice pour 33 millions d'euros. Depuis le 1^{er} juillet 2011, Gamma Materials est consolidée par intégration proportionnelle et l'écart de première consolidation a été affecté de manière provisoire pour 29 millions d'euros principalement aux terrains de gisement.

- ALSTOM :

Alstom est comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence pour sa valeur nette globale d'acquisition complétée des contributions de la période au résultat net.

Compte tenu du décalage de date de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre), la contribution d'Alstom au résultat net a été estimée à 56 millions d'euros pour le quatrième trimestre sur la base des résultats publiés d'Alstom au titre du premier semestre de son exercice 2011/12, et à 190 millions d'euros pour l'exercice 2011, contre 235 millions d'euros comptabilisés en 2010.

L'amortissement sur l'exercice 2011 des réestimations pratiquées au titre des actifs identifiables incorporels et autres d'Alstom s'élève à (15) millions d'euros dans le compte de résultat consolidé du Groupe pour la part revenant au groupe Bouygues.

La participation est présentée au bilan sur la ligne « Entités associées » pour un montant net global de 4 444 millions d'euros (dont 2 592 millions d'euros de goodwill).

1.2.2. Rappel des faits significatifs de l'exercice 2010

Les principales acquisitions et opérations de l'exercice 2010 sont présentées ci-après :

- Alstom

Dénouement de l'option sur titres Alstom Hydro Holding :

En novembre 2009 Bouygues a exercé l'option existante sur sa participation de 50 % dans Alstom Hydro Holding, contre la remise de 4 400 000 actions Alstom. Cette opération a fait suite aux accords de création commune de cette société avec Alstom, signés en 2006.

L'échange de titres, réalisé en 2010, a porté le taux de détention Alstom à 30,8 %. Au plan comptable, cette acquisition complémentaire d'actions Alstom pour un montant de 217,5 millions d'euros a généré un goodwill complémentaire de 128 millions d'euros, ainsi qu'une plus-value nette consolidée de 41 millions d'euros comptabilisée en 2010 en « Autres produits Financiers ».

- TF1

- Intégration des sociétés TMC et NT1 :

Le 11 juin 2010, le groupe TF1 a pris le contrôle des sociétés TMC, TMC Régie et NT1.

Les sociétés TMC et TMC Régie, consolidées avant cette opération par intégration proportionnelle à 40 %, sont consolidées par intégration globale depuis le 1^{er} juillet 2010.

La juste valeur des quotes-parts détenues antérieurement a été évaluée par un cabinet d'experts indépendants ; compte tenu de leur prix d'acquisition de 135 millions d'euros, un produit de réévaluation de 96 millions d'euros, nets de frais d'acquisition, a été comptabilisé en 2010 en « Autres produits opérationnels ».

- COLAS :

- Au 31 décembre 2010, dans un contexte de crise économique, Colas a pris en charges une dépréciation de goodwill sur les filiales d'Europe Centrale (Roumanie, Croatie, Slovaquie), pour un montant de (27) millions d'euros.

1.3. CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE 2011 :

Il s'élève à 32 706 millions d'euros, en hausse de 4,74 % par rapport à l'activité 2010 à 31 225 millions d'euros.

1.4. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PERIMETRE POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2011

Le 17 janvier 2012, Bouygues Telecom est devenue titulaire pour un montant de 683 millions d'euros d'une autorisation d'utilisation de fréquences de 10 MHz dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public, avec engagement d'accueillir des MVNO. Cette autorisation, dont la mise en service sera effective ultérieurement, est consentie pour une durée de 20 ans.

Bouygues a procédé le 9 février 2012 à une émission obligataire de 800 millions d'euros, à 10 ans et portant un coupon de 4,5 %, en prévision de remboursement d'échéances à venir.

----- O -----

2.1. LES ACTIVITES DU GROUPE

Le groupe Bouygues est un groupe industriel diversifié, implanté dans plus de 80 pays.

Les métiers s'organisent autour des pôles d'activités ci-après :

a) Construction :

- Bouygues Construction (BTP, énergie et services),
- Bouygues Immobilier,
- Colas (Routes).

b) Télécoms - Médias :

- TF1 (Télévision),
- Bouygues Telecom (Téléphonie mobile/fixe / TV et internet).

c) Le groupe Bouygues détient également, une participation de 30,75 % dans le groupe Alstom (Alstom Thermal Power, Alstom Renewable Power, Alstom Transport, Alstom Grid).

2.2. PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées et les coentreprises. Ils sont présentés en millions d'euros, devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009, en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 28 février 2012 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire du 26 avril 2012.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les IFRS ; ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2011, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2010 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2011 et de l'application anticipée de l'amendement IAS 1 ; ces changements n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes.

- *Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne, d'application obligatoire ou applicable par anticipation au 1^{er} janvier 2011 :*
 - **IFRIC 14** : Paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement minimal (sans incidence sur les comptes).
 - **IFRIC 19** : Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres (sans incidence sur les comptes).
 - **IAS 24 révisée** : Information relative aux parties liées (incidences sur les annexes présentées en note 20).
 - **Amélioration des IFRS** (sans incidence sur les comptes).
 - **Amendements IFRS 7** : Informations à fournir sur les transferts d'actifs (norme obligatoire au 1^{er} janvier 2012 non anticipée par le Groupe, incidence sur les annexes en cours de revue).

- *Principales autres normes, amendements, et interprétations essentielles publiées par l'IASB, non encore approuvés par l'Union Européenne.*

L'IASB a publié les principales normes et amendements suivants avant le 31 décembre 2011, qui ne sont pas encore entrés en vigueur :

Norme	Date d'application IASB*	Impacts Groupe attendus
Amendement IFRS 1 : hyperinflation grave et suppression des dates d'application fixes pour les nouveaux adoptants	1 ^{er} juillet 2011	Sans incidence sur les comptes
Amendement IAS 12 : impôt différés : recouvrement des actifs sous-jacents	1 ^{er} janvier 2012	Sans incidence sur les comptes
Amendement IAS 1 : présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) (1)	1 ^{er} juillet 2012	Incidence sur la présentation des comptes
IAS 28 révisée : participations dans les entreprises associées et coentreprises	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IAS 27 révisée : états financiers individuels	1 ^{er} janvier 2013	Sans incidence sur les comptes
IFRS 10 : états financiers consolidés	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 11 : accords conjoints	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 12 : informations à fournir sur les participations dans les autres entités	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 13 : évaluation à la juste valeur	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
Amendement IAS 19 : Avantages du personnel	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 9 : instruments financiers classification et évaluations des actifs financiers	1 ^{er} janvier 2015	Non estimable à ce jour (projet d'adoption suspendu par l'UE)

* *sauf précision contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée dans cette colonne*

(1) *L'amendement IAS 1, bien que non adopté par l'Europe, est appliqué par anticipation au 1^{er} janvier 2011 par le Groupe dans la mesure où il n'entre pas en contradiction avec des textes déjà adoptés.*

- Choix comptables / estimations dans l'évaluation de certains Actifs / Passifs / Produits et Charges :

Afin de préparer les états financiers consolidés conformément aux normes et interprétations, des estimations et des hypothèses ont parfois été faites ; elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des tests de dépréciation des goodwill, des paiements en actions (stock-options), des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière...), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, des impôts différés actif, et des provisions...

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, à un autre évènement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

2.3. METHODES DE CONSOLIDATION

- Intégration globale

Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Appréciation du contrôle exclusif sur TF1 :

- Au 31 décembre 2011, Bouygues détient 43,59 % du capital et des droits de vote de TF1 ; le contrôle exclusif exercé sur TF1 est fondé sur les points ci-après :
 - Bouygues détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par Bouygues,
 - la détermination par Bouygues seule des décisions en assemblée générale est manifeste sur une période d'au moins deux exercices successifs.

On peut y ajouter :

- le nombre élevé de postes d'administrateurs alloués à Bouygues au sein du conseil d'administration de TF1,
- le rôle de Bouygues dans la nomination des principaux dirigeants de TF1.

Le contrôle exclusif exercé par Bouygues sur TF1 est ainsi établi.

- Intégration proportionnelle : participations dans les coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus, conviennent d'exercer une activité économique, sous contrôle conjoint ; les actifs / passifs, charges et produits de ces sociétés sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle en quote-part du pourcentage de contrôle : c'est le cas notamment pour les sociétés en participation travaux de Bouygues Construction, Colas et les sociétés immobilières de Bouygues Immobilier.

- Participations dans les sociétés associées

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable ; cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de l'entité.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

- Alstom : Bouygues exerce une influence notable sur Alstom compte tenu de sa participation de 30,75 %, et de sa représentation par deux administrateurs au conseil d'administration. La rubrique « Entités associées » à l'actif du bilan inclut la valorisation comptable de cette participation (y compris goodwill).

- Contrats de concession et PPP (partenariats public-privé) :

Dans le groupe Bouygues Construction, les contrats de concessions et PPP sont conclus vis-à-vis de collectivités par des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation généralement inférieure à 20 % ; celles-ci ne sont pas consolidées, compte tenu du rôle effectivement limité du Groupe dans ces structures. Quant aux participations dans les sociétés concessionnaires, elles sont pour la plupart consolidées par mise en équivalence ou, à défaut, non consolidées.

- Conformément à IAS 39, les participations non consolidées sont comptabilisées à leur juste valeur et font l'objet de tests d'évaluation de leur valeur.

2.4. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3 révisée offre le choix entre une évaluation des intérêts minoritaires :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, selon la méthode dite du « goodwill complet »),
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux minoritaires, selon la méthode dite du « goodwill partiel »).

La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Dans ce contexte, le goodwill représente l'excédent résiduel du coût du regroupement d'entreprise sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition, les intérêts minoritaires étant, selon le choix retenu, évalués ou non à la juste valeur (comme indiqué ci-avant). Le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les intérêts minoritaires, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le goodwill est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé « Suivi de la valeur des actifs immobilisés », conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Conformément à IFRS3 R, à la date de prise de contrôle, la quote-part antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur, en contrepartie du résultat ; en cas de perte de contrôle, en complément du résultat de cession, la quote-part conservée est également réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

En cas de variation de pourcentage, sans incidence sur le contrôle, l'écart entre le prix payé ou encaissé et la valeur comptable des intérêts minoritaires est constatée directement en capitaux propres part du Groupe. En conséquence, il n'y a pas constatation de goodwill complémentaire.

Les coûts directs liés au regroupement sont comptabilisés en résultat.

Les goodwill déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des minoritaires sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

2.5. METHODE DE CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES

2.5.1. Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.5.2. États financiers des entités dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Ecart de conversion » des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.6. METHODE D'APPRECIATION DES IMPOSITIONS

- Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs. Elles résultent :
 - des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
 - des sources d'impositions futures (impôts différés passifs) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée,
 - des sources de déductions futures (impôts différés actifs) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Ces actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ; et sont revus à chaque clôture.
 - des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) dont il est probable qu'ils seront récupérés sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est connue à la date d'arrêt des comptes, selon pays. Pour la France, le taux d'impôt appliqué pour les impôts différés dont l'utilisation est prévue en 2012 intègre la contribution exceptionnelle de 5 % votée dans le cadre de la nouvelle loi de finance révisée pour 2011 et 2012.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation, ils sont présentés en Actifs ou Passifs non courants.

2.7. ACTIF NON COURANT

2.7.1. Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition sous déduction des amortissements et dépréciations cumulés. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

Principales durées d'utilisation retenues par secteur d'activité :

	CONSTRUCTION	MÉDIAS	TÉLÉCOM
- Terrains de gisements (carrières)	(1)		
- Constructions hors exploitation	10 à 40 ans	25 à 50 ans	-
- Constructions industrielles	10 à 20 ans	-	20 ans
- Installations techniques / matériels et outillages(2)	3 à 15 ans	3 à 7 ans	5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles (Matériels de transport et de bureau) (2)	3 à 10 ans	2 à 10 ans	

(1) Ces terrains sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée globale d'amortissement ne puisse excéder 40 ans (Colas).

(2) Selon le type de matériels.

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts en actifs corporels.

Les profits et pertes sur cessions sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée ; ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation ».

Les durées d'amortissement sont revues annuellement ; elles peuvent être modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes.

Contrats de location :

Les contrats de locations d'immobilisations corporelles et accords contenant des contrats de locations au sens de l'interprétation IFRIC 4 pour lesquels le groupe Bouygues supporte en substance la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement (comptabilisation d'un actif corporel et d'une dette financière le cas échéant). La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figurent en dettes financières).

Les locations simples sont présentées dans les engagements hors bilan.

Subventions reçues :

Les subventions d'investissement reçues (notamment de l'état) sont affectées au bilan en diminution de la valeur des immobilisations concernées, et amorties au rythme de ces actifs dès lors qu'elles sont définitivement acquises.

2.7.2. Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme étant un actif non monétaire identifiable, sans substance physique, et contrôlé par l'entité ; un actif est identifiable :

- s'il est séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante),
- ou s'il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Un actif est contrôlé si l'entité a le pouvoir d'en retirer les bénéfices économiques futurs, et d'en restreindre l'accès aux tiers.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables, mais font l'objet d'un test de dépréciation ; le caractère indéfini est revu à chaque clôture.

Elles comprennent :

- **Frais de développement :**

- conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.
- les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères de la norme IAS 38 (génération d'avantages économiques futurs, et coût évalué de façon fiable).

- **Concessions, brevets et droits assimilés :**

Ils incluent notamment pour Bouygues Telecom :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Licence UMTS	linéaire	17,5 ans (1)
Activité FAI-IRU (et front-fees) (droits d'usage irrévocables)	linéaire	15 ans
Logiciels / développements informatiques et bureautique	linéaire	3 à 8 ans

(1) Licence UMTS attribuée en 2002:

Amortissement depuis l'ouverture du réseau haut débit le 26 mai 2005.

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de 20 ans, comporte :

- une part fixe de 619,2 millions d'euros qui, dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002, a été inscrite en immobilisation incorporelle.
- une part variable de 1 % calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération, et comptabilisée en charge de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS (novembre 2007).

Les licences acquises en 2011 et 2012 (cf 1.2 et 1.4) ont été attribuées pour une durée de 20 ans et seront amorties à compter de leur mise en service respective.

2.7.3. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe concernent notamment le droit au bail et les droits audiovisuels (TF1).

Droits audiovisuels TF1

Dans cette rubrique figurent les parts de films et de programmes audiovisuels produits ou coproduits par TF1 Films Production, TF1-Vidéo et TF1 Production, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 DA et TF1 Entreprises, ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à l'actif à leur coût historique. L'inscription en immobilisation et les modalités d'amortissement de ces droits se définissent comme suit :

	Catégories de droits audiovisuels		
	Parts coproductions cinématographiques	Droits audiovisuels de Distribution / Négoce	Droits musicaux
Modalités d'amortissement	Selon recettes sur 8 ans	<ul style="list-style-type: none">• Distribution = selon recettes (avec minimum linéaire à 3 ans)• Négoce : linéaire sur 5 ans	Sur 2 ans avec : <ul style="list-style-type: none">• 75 % valeur brute la 1^{re} année,• 25 % valeur brute la 2^e année
Inscription en immobilisation à l'actif du bilan	Au dernier tour de manivelle ou date du visa d'exploitation	À la signature des contrats	À la signature des contrats

- La modalité d'amortissement retenue pour les films coproduits par TF1 Films Production est conforme à la pratique du secteur : amortissement en fonction des recettes sur un horizon de temps limité en tenant compte de la chronologie des sources de revenus.
- Une dépréciation des droits audiovisuels est comptabilisée individuellement, le cas échéant, lorsque les prévisions de recettes futures ne couvrent pas la valeur nette comptable.

2.7.4. Suivi de la valeur des actifs immobilisés et des entités associées

Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés et de la participation dans les entités associées sont réalisés lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Au moins une fois par an (lors de la clôture annuelle), la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et des goodwill est comparée à leur valeur recouvrable.

Test de dépréciation de TF1, Bouygues Telecom et Colas

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou dans le groupe d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée comme suit :

- a) Pour TF1, métier coté en Bourse et présentant une bonne liquidité : à partir du cours de Bourse si celui-ci est supérieur à la valeur comptable des actifs après prise en compte d'une prime de contrôle, sinon par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de la participation (voir note b) ci-dessous).
- b) Pour les autres métiers : par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de la participation.
 - Les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à 3 ans élaboré par la direction du métier concerné approuvé par le conseil d'administration de l'entité et de Bouygues SA, en décembre 2011, sur la base des conditions de marché à cette date.
 - Le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital en fonction du secteur d'activité concerné, en utilisant un panel de sociétés comparables.
 - La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère le métier concerné, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité à la dépréciation du goodwill existant, et ne peut pas faire l'objet d'une reprise.

- Informations sur les tests de dépréciation du goodwill pratiqués pour TF1, Bouygues Telecom et Colas :
 - le calcul de la valeur recouvrable de TF1, Bouygues Telecom et Colas a été déterminé selon méthode décrite ci-avant, sur la base de projection des flux de trésorerie sur une période de 3 ans, correspondant au plan d'affaires de chacune des trois filiales.
 - les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini raisonnable et spécifique au secteur d'activité.
 - les taux d'actualisation (wacc) et de croissance retenus à fin 2011 sont les suivants :

	TAUX D'ACTUALISATION		TAUX DE CROISSANCE A L'INFINI
	H1(a)	H2(a)	
- TF1	8,62 %	7,70 %	2 %
- BOUYGUES TELECOM	5,41 %	4,91 %	2 %
- COLAS	7,02 %	6,31 %	2 %

(a) Selon deux hypothèses de structure d'endettement : H1 = 1/3 dette – 2/3 fonds propres / H2 = 2/3 dette – 1/3 fonds propres.

Test de dépréciation de la participation dans Alstom

Compte tenu du fait que le goodwill inclus dans la valeur comptable d'une participation « Entreprise associée » n'est pas présenté séparément, il ne fait pas l'objet d'un test individuel de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36. Au 31 décembre 2011, la valeur comptable totale de la participation dans Alstom a fait l'objet d'un test de dépréciation, en la comparant à la valeur recouvrable déterminée sur la base de prévisions établies par un panel d'analystes financiers.

- Les taux d'actualisation ($wacc$) et de croissance retenus au 31 décembre 2011 pour Alstom sont les suivants :

	TAUX D'ACTUALISATION		TAUX DE CROISSANCE
	H1(a)	H2(a)	APPLIQUE SUR LES FLUX AU-DELA DE 5 ANS
ALSTOM	9,12 %	8,18 %	2 %

(a) Selon hypothèse de structure d'endettement : $H1 = 1/3$ dette – $2/3$ fonds propres / $H2 = 2/3$ dette – $1/3$ fonds propres.

En note 3.2 de l'annexe figure le tableau présentant le prix de revient consolidé des actions cotées, en regard du cours de clôture de l'action au 31 décembre 2011 (TF1 / Alstom / Colas) ; à cette date, aucun événement significatif ne vient remettre en cause les valeurs comptables présentées pour ces sociétés.

Test de sensibilité

Pour ces UGT, ainsi que la participation dans Alstom, des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif) prises individuellement ou en utilisant des scénarii de variations combinées du taux d'actualisation et des flux de trésorerie normatifs, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières, n'ont pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable deviendrait inférieure à la valeur comptable des actifs testés, nécessitant alors une dépréciation de ceux-ci.

L'appréciation de la valeur recouvrable ainsi déterminée (selon les deux hypothèses de structure d'endettement) reste supérieure à la valeur comptable des actifs testés.

2.7.5. Actifs financiers non courants

Outre les impôts différés actif affectés en actif non courant, les autres actifs financiers non-courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Le groupe TF1 détient une participation de 33,5 % dans les activités du groupe AB et a octroyé à son équipe dirigeante une option d'achat exerçable à tout moment jusqu'au 12 juin 2012 pour un prix de 155 millions d'euros. En application de la norme IAS 27 et du fait de l'octroi par TF1 d'une option d'achat, cette participation est inscrite au bilan en Actifs financiers non courants à sa juste valeur, soit 155 millions d'euros.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Prêts et créances à taux variable : une réestimation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat (voir détail en 3.2.4).

Contrats de concession et PPP (Partenariat Public Privé):

Le Groupe détient des participations titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public Privé) qui sont traités conformément à l'interprétation IFRIC 12. Ces contrats sont signés chez Bouygues Construction et Colas, et sont analysés au cas par cas.

Dans le cas de la méthode de la créance financière, la créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par l'IAS 39.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

2.8. ACTIF COURANT

2.8.1. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (FIFO ou PMP selon activité) ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les provisions pour dépréciation nécessaires sont comptabilisées.

2.8.2. Programmes immobiliers

Les stocks de programmes immobiliers sont évalués à leur coût de revient qui comprend le prix d'acquisition des terrains, les taxes, le coût de construction et d'aménagement, le coût des V.R.D., les honoraires et frais annexes.

L'ensemble des charges de publicité sont traités en charges de période.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont comptabilisées en stocks. Lorsque la probabilité de réalisation des opérations est faible, notamment en cas de risque de désistement ou de recours sur permis de construire, ces frais sont dépréciés par le biais de provisions.

2.8.3. Programmes et droits de diffusion (TF1)

Afin de sécuriser les grilles de programmes pour les années futures, le groupe TF1 souscrit des contrats fermes, parfois pluriannuels, d'acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives en vertu desquels les contreparties s'engagent à fournir les programmes et droits correspondants.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stock dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe) ; concernant les droits et les programmes pour lesquels les deux critères ci-dessus ne sont pas réunis, (œuvres non livrées, droits sportifs dont le droit de diffusion n'est ouvert que le jour de la réalisation de l'évènement,...), le Groupe considère qu'il ne contrôle pas l'actif car il ne dispose pas du droit et de la capacité de diffuser l'œuvre. Ces droits ne sont, en conséquence, pas inscrits au bilan ; les acomptes éventuels versés au titre de l'acquisition de ces droits sont enregistrés en acompte fournisseurs.

Programmes et droits de diffusion

La rubrique « programmes et droits de diffusion » du bilan intègre :

- la production propre, constituée des émissions réalisées par les sociétés du groupe TF1 pour ses antennes,
- la production externe, constituée des droits de diffusion acquis par les chaînes du groupe TF1, et de la part coproducteur relative aux émissions réalisées pour le compte des chaînes du groupe TF1.

Les programmes non diffusés dont les droits ont expiré font l'objet d'une « mise au rebut » comptabilisée dans le résultat opérationnel courant ; les provisions éventuellement constituées sont alors reprises.

Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :

- la production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production).
- les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition diminué, à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice et dépréciations éventuelles.

Les programmes de TF1 SA sont réputés consommés lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour une diffusion unique, ils sont consommés intégralement lors de cette diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour deux diffusions ou davantage, ils sont, sauf valorisation particulière dans les contrats d'acquisition, consommés de la manière suivante, selon type de programme :

	Type de programmes		
	Fictions d'une durée au moins égale à 52 minutes	Films, téléfilms, séries, dessins animés	Autres programmes et droits de diffusion
1 ^{er} diffusion	80 %	50 %	100 %
2 ^e diffusion	20 %	50 %	-

Les « Autres programmes et droits de diffusion » du tableau ci-dessus comprennent des programmes jeunesse (hors dessins animés), des variétés, du théâtre, des magazines / documentaires, de l'information, des sports et des fictions d'une durée unitaire inférieure à 52 minutes.

Un programme fait l'objet d'une dépréciation lorsqu'il est probable qu'il ne sera pas diffusé, ou si sa valeur contractuelle d'entrée en stock excède la valeur qui lui est attribuable en application des règles Groupe ci-dessus. La probabilité de diffusion s'apprécie en fonction des dernières grilles prévisionnelles de programmes validées par la Direction. De plus si ce droit fait l'objet d'une revente, l'éventuel écart défavorable entre sa valeur d'entrée en stock (ou le cas échéant le montant des acomptes versés) et le prix de vente obtenu ou estimé, est provisionné dès que la cession est probable.

2.8.4. Clients et comptes rattachés

Les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage).
- les « Facturations à établir » correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

2.8.5. Autres créances courantes

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur leur compte de résultat, des variations de change et de taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

2.9.1. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Exposition au risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes, dans la mesure où l'activité à l'international (Bouygues Construction et Colas principalement) ne donne pas lieu à exportation. Selon possibilités, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. L'exposition au risque de change se résume à la marge sur les marchés, et aux études éventuelles réalisées en France. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles et, plus généralement, aux risques « pays ».

Exposition au risque de taux

La charge financière du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt car l'essentiel de son endettement est à taux fixe grâce à des emprunts obligataires à taux fixe et à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe.

La charge financière du Groupe ne serait que peu affectée par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

Enfin, les dettes financières à taux variable figurant au bilan sont, en moyenne sur l'exercice, inférieures à la trésorerie disponible placée également à taux variable.

2.9.2. Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à termes de devises, *swaps* de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; *swaps* de taux d'intérêt, *future rate agreements*, achat de *caps* et de *tunnels* dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et, plus généralement, la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

2.9.3. Règles de couverture

En matière de risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des *swaps* de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire ; si le sous-jacent de la couverture disparaît (prestation non réalisée, commande annulée...) l'opération de couverture est immédiatement dénouée.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées (les produits dérivés de change ne sont utilisés qu'aux seules fins de couverture).

En matière de risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

L'objectif est de sécuriser le résultat financier futur en fixant le coût de leur dette par des *swaps*, des *future rate agreements* ou en le limitant par des *caps*, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensées.

2.9.4. Méthodes de comptabilisation

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Le Groupe procède alors suivant le cas, à deux types de comptabilisation :

- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat,
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace.

2.10. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucune charge ou produit résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, il est constaté un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe sur celle-ci.

Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les écarts de change intervenus depuis le 1^{er} janvier 2004, date de remise à zéro de la réserve par virement à la rubrique « Report à nouveau ».

Information sur la gestion du capital

L'objectif de la direction générale de Bouygues est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net / capitaux propres raisonnable,
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Ce niveau peut toutefois varier sur une période limitée, en particulier si un investissement présentant un intérêt stratégique fort pour le Groupe se présentait.

À cette fin, le plan d'affaires constitue un des outils de pilotage du Groupe permettant à la société mère d'appréhender la situation de chacun des métiers comme de l'ensemble du Groupe, et son incidence sur les capitaux propres consolidés.

Dans la ligne des principes énoncés ci-dessus, le Groupe laisse une certaine autonomie aux filiales des métiers et à leur société mère pour gérer leurs capitaux propres en fonction de leurs objectifs et besoins, dans la mesure où les activités variées des métiers nécessitent des niveaux de capitaux propres qui peuvent être différents.

Par endettement net, le Groupe entend l'ensemble des dettes financières, y compris instruments financiers passifs liés aux dettes et placements financiers, minoré de la trésorerie et équivalents de trésorerie, et des instruments financiers liés.

2.11. PASSIF NON COURANT

2.11.1. Dettes financières non courantes (part à plus d'un an)

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif selon la méthode du TIE.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2.11.2. Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » des provisions sont comptabilisées à la clôture de l'exercice lorsqu'il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour l'entreprise par une sortie nette de ressources représentatives d'avantages économiques.

Le montant figurant en provisions correspond à la meilleure estimation par le Groupe de la sortie nette de ressources.

En général, ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises (cf. provisions courantes). Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée,
- les provisions relatives aux risques fiscaux, amendes du Conseil de la concurrence.
- les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe, notamment à l'étranger, tels que repli définitif des chantiers, risques et charges divers.
- provisions pour frais de remise en état des sites, et coûts de démantèlement (carrières, etc.).

Les coûts encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement font l'objet d'une provision.

- Avantages du personnel :

- les provisions pour médailles du travail.
- les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ». L'évaluation sur la base conventionnelle à chaque métier tient compte :

- du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel,
 - du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par métier, tranches d'âge et catégories,
 - des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
 - d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
 - d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
 - d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie.
- provisions pour pensions à verser (selon pays et modalités applicatives).

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès d'organismes externes : caisses de retraite publiques ou privées, et compagnies d'assurance (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois (dans le groupe Colas notamment) quelques régimes à prestations définies (Royaume-Uni, Irlande, Canada) ; ces régimes (fonds de pensions) ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé, il y a quelques années que ces fonds n'accueilleraient plus de nouveaux cotisants du Groupe ; à fin d'exercice, la juste valeur des actifs de couverture de ces régimes de pensions n'a pas entraîné de dépréciation significative dans les comptes du Groupe.

- les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflète la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles ; le taux d'actualisation est déterminé par rapport au taux de marché attendu, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations ; le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de 1^{re} catégorie.

Le Groupe affecte en capitaux propres consolidés la variation des droits résultant des évolutions sur hypothèses actuarielles au titre des indemnités de fin de carrière et des pensions à verser.

2.12. PASSIF COURANT

2.12.1. Avances et acomptes reçus sur commandes

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

2.12.2. Provisions courantes

- Provisions liées au cycle normal d'exploitation des métiers. Elles comprennent pour l'essentiel :
 - provisions pour risques chantiers travaux, SEP etc.,
 - provisions pour restructuration.
- Provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats :
Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte notamment les réclamations acceptées par le client ; elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2.12.3. Fournisseurs et autres crédateurs courants

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.13. COMPTE DE RESULTAT

Comme le permet la norme IAS 1 : « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué la recommandation du CNC (devenu ANC) 2009-R-03 du 2 juillet 2009 pour la présentation du compte de résultat ; le compte de résultat par destination est présenté en note 16 de l'annexe.

2.13.1. Définition des produits de l'activité

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable.
- le montant des revenus peut être mesuré de manière fiable.
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Bouygues Telecom

Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de service de ventes de terminaux et accessoires.

- Prestations de services :

La facturation des forfaits et des services commerciaux (mobile et fixe) est établie « terme à échoir », soit avec un mois d'avance, elle est constatée en chiffre d'affaires *prorata temporis*.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au *roaming* et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+, numéros spéciaux, ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice ; seule la marge représentant les peines et soins figure en chiffre d'affaires.

- Ventes de terminaux et accessoires :

Les ventes de terminaux et de cartes SIM sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs, et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation de la ligne du client.

- Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

- Rémunération des distributeurs :

L'ensemble des rémunérations des distributeurs est comptabilisé en charges.

- Programme de fidélisation clients « Grand public » :

Les clients Forfaits Non Bloqués cumulent un certain nombre de points au fur et à mesure de leur facturation ; ces clients pourront, par la suite, utiliser les points ainsi acquis pour obtenir le renouvellement de leur terminal téléphonique à condition de se réengager pour une durée minimale de douze mois. Les clients Forfaits Bloqués bénéficient d'un programme de renouvellement depuis 2011 grâce auquel ils peuvent renouveler leur terminal à des conditions avantageuses à partir d'une ancienneté de vingt-quatre mois et moyennant réengagement.

En vertu de l'interprétation IFRIC 13 (§ AG1 à AG3), Bouygues Telecom a procédé à l'évaluation de la juste valeur de l'avantage attribué dans le cadre des programmes de fidélisation ; aucun chiffre d'affaires n'a été différé à ce titre.

2.13.2. Comptabilisation des contrats de construction

Activités de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traitée selon la méthode dite à « l'avancement ».

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client, ou hautement probables.

Les contrats dégageant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions courantes ». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

Activité immobilière

Le chiffre d'affaires et le résultat sont appréhendés selon la méthode de l'avancement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- permis de construire purgé de tous recours,
- vente notariée, ou contrat de promotion, signé(e) avec le client,
- marché travaux signé avec l'entrepreneur (ordre de service donné).

Le taux d'avancement est déterminé sur la base du coût des travaux comptabilisés par rapport aux coûts prévisionnels de l'opération.

Des charges à payer pour finition de programmes immobiliers sont prises en compte, sur ce type de transactions, en fonction de leur stade d'avancement ; les dépenses résiduelles des opérations livrées figurent également en « Dettes fournisseurs et comptes rattachés ».

Les coûts de structure (y compris la force de vente et l'ensemble des charges de publicité) sont traités en charge de période.

2.13.3. Résultats sur opérations faites en commun

Ces résultats sont présentés en rubrique : « Autres Produits et Charges d'exploitation » ; ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant de sociétés non consolidées, liés à l'exploitation des postes de fabrication de produits routiers ou asphaltiques ; ils font partie intégrante du résultat opérationnel courant.

2.13.4. Paiement en actions

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou à des salariés du Groupe sont comptabilisées dans les états financiers selon modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées (correspondant à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues) est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette charge de personnel est évaluée à la date d'attribution des options à partir du modèle de Black & Scholes. Elle fait l'objet d'un étalement sur la durée d'acquisition des droits.

2.14. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation CNC 2009-R-03 du 2 juillet 2009 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence de trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

- Capacité d'autofinancement :

Elle se définit comme suit :

Résultat net consolidé des sociétés intégrées avant : dotations nettes aux amortissements et provisions / résultat sur cessions d'actifs / coût de l'endettement financier net (CEFN), et charge d'impôts de l'exercice (le CEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.15. AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

2.15.1. EBITDA

Il correspond au résultat opérationnel corrigé des dotations nettes aux amortissements / provisions, et dépréciations (après reprises sur provisions / dépréciations utilisées ou non).

2.15.2. Cash-flow libre

Il est égal à la capacité d'autofinancement (déterminée après coût de l'endettement financier et charge nette d'impôt de l'exercice, et avant variation du besoin en fonds de roulement) diminuée des investissements nets d'exploitation de l'exercice.

2.15.3. Endettement financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

2.16. ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

Le Groupe présente l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ; il fait apparaître un résultat net comparatif incluant les charges et produits concernés.

2.17. COMPARABILITE DES ETATS FINANCIERS

Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers présentés au 31 décembre 2011 et ne font pas obstacle à la comparaison avec les états financiers établis au 31 décembre 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2011 par la société Leadbitter (Bouygues Construction) depuis son acquisition s'élève à 384 millions d'euros. Celui de Gamma Materials Ltd n'est pas significatif.

Le chiffre d'affaires réalisé par Colas – Mayotte au 31 décembre 2011, et exercices comparatifs, a fait l'objet d'un retraitement en « chiffre d'affaires France », depuis que ce territoire d'Outre-Mer est devenu un département français au 1^{er} janvier 2011 :

- au 31 décembre 2011 = + 69 millions d'euros
- au 31 décembre 2010 = + 70 millions d'euros

----- 0 -----

L'actif non courant détaillé par métier figure en note 16 « Information sectorielle »

3.1 SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS NETS DE L'EXERCICE (EXPLOITATION ET FINANCIER)

	2011	2010
Immobilisations corporelles	1 677	1 377
Immobilisations incorporelles	379	130
Investissements opérationnels	2 056	1 507
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	149	494
Investissements consolidés	2 205	2 001
Cessions d'actifs non courants	(205)	(323)
Investissements nets	2 000 ^(a)	1 678

(a) Dont investissements nets : Bouygues Telecom = 1 089 (681 en 2010), Colas = 496 (500 en 2010)

3.2 ACTIF NON COURANT : ANALYSE DES VARIATIONS NETTES DE L'EXERCICE

3.2.1 Immobilisations corporelles

6 542

	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
Brut					
31/12/2009	1 860	9 780	2 288	370	14 298
Flux 2010					
Ecarts de conversion	35	117	34	1	187
Changements de périmètre	(23)	121	12	18	128
Investissements de l'exercice	62	691	293	331	1 377
Cessions, virements et divers	(11)	(396)	(97)	(289)	(793)
31/12/2010	1 923	10 313	2 530	431	15 197
dont locations financement	24	109	82		215
Flux 2011					
Ecarts de conversion	8	28	2	(1)	37
Changements de périmètre	35	11	8	(1)	53
Investissements de l'exercice	134	896	336	311	1 677 (a)
Cessions, virements et divers	(41)	(237)	(141)	(289)	(708)
31/12/2011	2 059	11 011	2 735	451	16 256
dont locations financement	24	97	66		187
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur					
31/12/2009	(621)	(6 218)	(1 532)		(8 371)
Flux 2010					
Ecarts de conversion	(11)	(69)	(21)		(101)
Changements de périmètre	30	(104)	(10)		(84)
Dotations et reprises	(68)	(872)	(277)		(1 217)
Cessions, virements et divers	21	540	174		735
31/12/2010	(649)	(6 723)	(1 666)		(9 038)
dont locations financement	(9)	(60)	(74)		(143)
Flux 2011					
Ecarts de conversion	(1)	(15)	(2)		(18)
Changements de périmètre		(1)	(5)		(6)
Dotations et reprises	(71)	(882)	(299)		(1 252)
Cessions, virements et divers	46	401	153		600
31/12/2011	(675)	(7 220)	(1 819)		(9 714)
dont locations financement	(10)	(55)	(62)		(127)
Net					
31/12/2010	1 274	3 590	864	431	6 159
dont locations financement	15	49	8		72
31/12/2011	1 384	3 791	916	451	6 542
dont locations financement	14	42	4		60

(a) Dont Bouygues Télécom + 771 (dont investissements réseau mobile pour + 492) et Colas + 527

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

Immobilisations corporelles	Échéances			TOTAL 2011	TOTAL 2010
	à moins d'un an	un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Colas : commandes en cours de matériels	51			51	82
Bouygues Télécom : commandes en cours d'immobilisations (équipements de réseaux)	155	14		169	275
TOTAL	206	14	0	220	357

3.2.2 Immobilisations incorporelles

1 209

	Frais de développement (a)	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
Brut				
31/12/2009	220	1 227	1 357	2 804
Flux 2010				
Ecart de conversion		2	2	4
Changements de périmètre		33	7	40
Investissements	7	65	54	126
Cessions, virements et divers	26	(49)	(66)	(89)
31/12/2010	253	1 278	1 354	2 885
Flux 2011				
Ecart de conversion			1	1
Changements de périmètre	(5)	(1)	(15)	(21)
Investissements	25	72	282	379 (c)
Cessions, virements et divers	(57)	39	(23)	(41)
31/12/2011	216	1 388	1 599	3 203
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur				
31/12/2009	(170)	(511)	(1 135)	(1 816)
Flux 2010				
Ecart de conversion		(1)	(1)	(2)
Changements de périmètre		(2)	(4)	(6)
Dotations et reprises	(11)	(104)	(56)	(171)
Cessions, virements et divers	(25)	66	59	100
31/12/2010	(206)	(552)	(1 137)	(1 895)
Flux 2011				
Ecart de conversion			(1)	(1)
Changements de périmètre	5	1	13	19
Dotations et reprises	(23)	(91)	(48)	(162)
Cessions, virements et divers	56	(32)	21	45
31/12/2011	(168)	(674)	(1 152)	(1 994)
Net				
31/12/2010	47	726	217	990
31/12/2011	48	714^(b)	447	1 209

(a) Frais de développement :

- Les frais de développement sur logiciels sont généralement activés (Bouygues Telecom pour l'essentiel)
- Les frais de développement ayant un caractère permanent et récurrent ne répondant pas aux conditions d'activation imposées par IAS 38 sont pris en charges (principalement Colas)

(b) Dont Bouygues Telecom / licence UMTS (net) = 382

(c) Dont Bouygues Télécom : autorisation d'utilisation de fréquences de 15 MHz duplex dans la bande 2,6 GHz pour 228

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

Immobilisations incorporelles	Échéances			TOTAL 2011	TOTAL 2010
	à moins d'un an	un à cinq ans	à plus de cinq ans		
TF1 : droits audiovisuels (sécurisation de la grille de programme des années futures)	14			14	20
Bouygues Télécom : engagements sur investissements (autorisation d'utilisation de fréquences)	683			683 ^(a)	
TOTAL	697	0	0	697	20

(a) Autorisation d'utilisation de fréquences de 10 MHz duplex dans la bande 800 MHz

3.2.3 Goodwill

5 580

Evolution de la valeur nette au 31 décembre 2011 : + 49 (entités intégrées uniquement / mises en équivalence : voir « Entités associées »)

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
01/01/2010	5 190	(34)	5 156
Flux 2010			
Changements de périmètre	392	(1)	391
Dotations		(47)	(47)
Autres mouvements (change et autres)	29	2	31
31/12/2010	5 611	(80)	5 531
Flux 2011			
Changements de périmètre	28	18	46
Dotations		(3)	(3)
Autres mouvements (change et autres)	6		6
31/12/2011	5 645	(65)	5 580

Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

UGT	31/12/2011		31/12/2010	
	Total	% Bouygues ou filiales	Total	% Bouygues ou filiales
Bouygues Construction ^(a)	388	99,97	347	99,97
Colas ^(b)	1 069	96,55	1 063	96,62
TF1 ^(b)	1 458	43,59	1 468	43,09
Bouygues Télécom ^(b)	2 664	89,55	2 651	89,55
Autres activités	1		2	
Total Bouygues	5 580		5 531	

(a) Goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) Goodwill sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau Bouygues SA sur l'UGT

Valeur comptable consolidée des actions cotées au 31 décembre 2011 (en euros)

	Valeur comptable consolidée par action	Cours de clôture de l'action au 31/12/2011
--	---	---

TF1	13,67	7,54 ^(a)
Colas	98,12	103,00
Alstom	50,79	23,43

Au 31 décembre 2011, les tests de dépréciation ont été réalisés selon méthodologie décrite en note 2 ; ils ne font pas apparaître de valeur recouvrable de l'UGT inférieure à la valeur comptable des actifs testés.

(a) 8,67 euros après prise en compte d'une prime de contrôle

3.2.4 Actifs financiers non courants

6 111

Ils incluent :

- Les entités associées (mises en équivalence) pour 5 085 ;
- Les autres actifs financiers non courants (prêts, créances, titres non consolidés ...) ;
- Les impôts différés actif et créances fiscales à long terme.

	Entités associées (a)	Participations non consolidées	Autres actifs non courants	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actif d'impôts différés non courants
31/12/2009	4 962	276	331	5 569	(213)	5 356	273
Flux 2010							
Changements de périmètre	(97)	11	1	(85)	(7)	(92)	22
Investissements/ augmentations diverses	345	22	111	478		478	
Dotations/ reprises					(11)	(11)	
Cessions et réductions diverses	(157)	(10)	(82)	(249)		(249)	
Virements de rubriques et autres affectations	(25)	168	57	200	(3)	197	(34)
31/12/2010	5 028	467	418	5 913	(234)	5 679	261
Amortissements et dépréciations	(8)	(138)	(88)	(234)			
Valeur nette	5 020	329	330	5 679			261

	Entités associées (a)	Participations non consolidées	Autres actifs non courants	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actif d'impôts différés non courants
31/12/2010	5 028	467	418	5 913	(234)	5 679	261
Flux 2011							
Changements de périmètre		(4)	(7)	(11)	(13)	(24)	(3)
Investissements/ augmentations diverses	199	62	128	389		389	
Dotations/ reprises					(2)	(2)	
Cessions et réductions diverses	(115)	(2)	(55)	(172)		(172)	(2)
Virements de rubriques et autres affectations	(12) ^(b)	5	19	12	(27)	(15)	
31/12/2011	5 100	528	503	6 131	(276)	5 855	256
Amortissements et dépréciations	(15)	(149)	(112)	(276)			
Valeur nette	5 085	379	391	5 855			256

6 111

(a) Y compris goodwill sur entités associées : 2 748 au 31 décembre 2011

(b) Concerne pour l'essentiel les écarts actuariels sur provision IFC Alstom (dont variation réserve de conversion (30))

3.2.4.1 Participations dans les entités associées

5 085

Détail des composantes de la valorisation	Quote-part sur capitaux propres	Quote-part résultat exercice	Goodwill sur entreprises associées	Valeur nette
31/12/2009	1 748	393	2 816	4 957
Flux 2010				
Ecart de conversion	32			32
Investissements et augmentation de capital	94		126	220
Résultat de l'exercice		281		281
Dotations			(3)	(3)
Affectation du résultat N-1, cessions, virements et divers	112	(393)	(186)	(467)
31/12/2010	1 986	281	2 753	5 020
Flux 2011				
Ecart de conversion	(4)			(4)
Investissements et augmentation de capital	7		2	9
Résultat de l'exercice		198		198
Dotations				
Affectation du résultat N-1, cessions, virements et divers	150	(281)	(7)	(138)
31/12/2011	2 139	198	2 748	5 085 (a)

(a) Dont : Alstom = 4 444 / Cofiroute (Colas) = 488 (voir ci-après)

Le Groupe Bouygues détient des participations dans des entreprises associées dont la liste est fournie en note 24 (liste du périmètre au 31 décembre 2011).

Principales entités associées

	31/12/2010	Flux net 2011	31/12/2011	Dont quote-part de résultats
Alstom	4 366	77	4 444 (b)	175 (a)
BTP				
Sociétés concessionnaires d'ouvrages	62	(13)	49	(11)
Filiales diverses	5	0	5	(2)
Routes				
Cofiroute	490	(2)	488	49
Filiales diverses	65	14	79	9
Médias	14	(13)	1	(14)
Autres filiales	18	2	19	(8)
Total	5 020	65	5 085	198

(a) Contribution du groupe Alstom : net d'amortissement de survaleur 2011 : 190 – 15 = 175

(b) Dont goodwill = 2 592

Pour les deux principales entités associées, les montants globalisés au titre des principaux actifs, passifs, produits et charges sont donnés ci-après :

Montants exprimés à 100 %	31/12/2011	
	Alstom (a)	Cofiroute
Actif non courant	12 487	5 825
Actif courant	17 294	655
Total Actif	29 781	6 480
Capitaux propres	4 102	2 142
Passif non courant	6 378	3 665
Passif courant	19 301	673
Total Passif	29 781	6 480
Chiffre d'affaires	9 389	1 331
Résultat opérationnel courant	627	602
Résultat net	368	294
Résultat net part Groupe	363	49

Montants exprimés à 100 %	31/12/2010	
	Alstom (b)	Cofiroute
Actif non courant	12 042	5 841
Actif courant	17 591	568
Total Actif	29 633	6 409
Capitaux propres	4 152	2 150
Passif non courant	6 165	3 726
Passif courant	19 316	533
Total Passif	29 633	6 409
Chiffre d'affaires	20 923	1 292
Résultat opérationnel courant	1 570	584
Résultat net	490	312
Résultat net part Groupe	462	312

(a) états financiers publiés au 30 septembre 2011 par Alstom (clôture annuelle au 31 mars 2012)

(b) états financiers publiés à la clôture annuelle au 31 mars 2011

3.2.4.2 Participations non consolidées et autres actifs financiers non courants

770

- Principales participations non consolidées nettes au 31 décembre 2011

Participations	31/12/2011					31/12/2010			
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	% de détention	Total actif	Total passif courant et non courant	Total chiffre d'affaires	Résultat net	Valeur nette
Sociétés françaises									
Immobilier									
Société Maintenance technologique	5		5	100,0%					
Colas									
Carrières Lamalou (b)	16		16	100,0%					
STPC - Travaux Publics de Concassage (b)	12		12	100,0%					
Béziers Béton (b)	6		6	100,0%					
Montpellier Béton (b)	4		4	100,0%					
Sociétés d'enrobés ou de liants (a)	14	(2)	12						12
TF1									
Groupe AB (option de vente)	155		155	33,5%					155
Sylver	4		4	49,0%					4
Serendipity									
Wonderbox	6		6	11,1%					2
Sous-total	222	(2)	220						173
Sociétés étrangères									
Construction									
IEC Investments (Hong-kong)	54		54	15,0%	150	20	26	(14)	53
Socoprím (Cote d'Ivoire)	13		13	61,0%	96	73			13
Bombela (Afrique du Sud)	9		9	17,0%	411	399	17		9
VSL Corporation (Etats-Unis)	22	(22)	0	100,0%					
TF1									
Wikio	4		4	10,1%					4
A1-International (Pays-Bas)	13	(13)	0	50,0%					
Colas									
Sociétés d'enrobés ou de liants (a)	2	(1)	1						1
Sous-total	117	(36)	81						80
Filiales et participations diverses	189	(111)	78						76
Total	528	(149)	379						329

(a) Les informations sur les « Sociétés d'enrobés ou de liants » et les « filiales et participations diverses françaises et étrangères » ne sont pas détaillées : elles regroupent un grand nombre de sociétés (non significatives au plan individuel)

(b) Ces sociétés non consolidées ont été acquises fin 2011 par Colas auprès du groupe Servant, et seront consolidées en 2012

Autres actifs financiers non courants	391
- Créances rattachées à des participations	74
- Prêts et créances immobilisés	174
- Autres immobilisations financières :	143
· Dépôts et cautionnements versés nets	125
· Fonds communs de placement	10
· Autres titres immobilisés : divers inférieurs unitairement à 2 millions d'euros	8

**Répartition par nature des participations non consolidées et autres actifs financiers non courants
(hors entités associées)**

770

	Evaluation à la juste valeur			Total
	Actifs financiers disponibles à la vente (a)	Autres actifs financiers évalués à la juste valeur (b)	Prêts et créances (c)	
31/12/2010	206	161	292	659
Flux 2011	39 (f)	(5)	77 (e)	111
31/12/2011	245	156 (d)	369	770
Échéance à moins d'1 an			36	36
Échéance entre 1 et 5 ans			90	90
Échéance supérieure à 5 ans			243	243

(a) Impact de réestimation affecté en capitaux propres, sauf en cas de baisse significative et prolongée de la valeur (variation en résultat)

(b) L'incidence de variation de la juste valeur est affectée au compte de résultat

(c) Comptabilisation au coût amorti

(d) Dont groupe AB (option de vente) : désigné initialement comme étant à la juste valeur

(e) Y compris créances financières sur activité de PPP (partenariat public / privé)

(f) Flux 2011 : concerne essentiellement Colas (acquisitions fin 2011 destinées à être consolidées en 2012)

Participations dans les coentreprises

Le Groupe Bouygues détient plusieurs participations dans des coentreprises dont la liste est fournie en note 24 (liste du périmètre au 31 décembre 2011).

Montants cumulés inclus à l'actif / passif et au compte de résultat :

Quote-part Bouygues dans les co-entreprises	31/12/2011	31/12/2010
Actif non courant	246	183
Actif courant	1 156	941
Total Actif	1 402	1 124
Capitaux propres	(90)	(136)
Passif non courant	132	136
Passif courant	1 360	1 124
Total Passif	1 402	1 124
Chiffre d'affaires	1 279	1 181
Résultat opérationnel	27	13
Résultat net	28	11

3.2.5 Actifs d'impôts non courants

256

Voir détail en note 7

NOTE 4 ACTIF COURANT

4.1 STOCKS

2 727

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Dépréciation (a)	Net	Brut	Dépréciation (a)	Net
Stocks de promotion immobilière	1 289	(113)	1 176 ^(b)	1 338	(112)	1 226
Stocks de matières premières et produits finis	955	(40)	915	877	(41)	836
Programmes et droits de diffusion (TF1)	778	(142)	636	771	(153)	618
Total	3 022	(295)	2 727	2 986	(306)	2 680

(a) Dont : dotations (93) (76)
reprises 99 90

(b) Dont Bouygues Immobilier : immeubles en cours = 1 014, immeubles achevés = 15

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

TF1 : grilles de programmes des années futures

L'échéancier des contrats d'acquisitions de droits de diffusion et de droits de retransmissions sportives est le suivant :

	Échéances			Total 2011	Total 2010
	à moins d'un an	d'un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Programmes et droits de télédiffusion ^(a)	582	852	77	1 511	1 605
Droits de retransmissions sportives	185	402	4	591	636
Total	767	1 254	81	2 102	2 241
Rappel au 31/12/2010	751	1 331	159	2 241	

(a) 2011 : une partie de ces contrats est libellée en devises : 18,9 millions d'euros en CHF, 3,1 millions d'euros en GBP, 282,7 millions d'euros en USD.

	Échéances			Total 2011	Total 2010
	à moins d'un an	d'un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Bouygues Immobilier					
Engagements d'exploitation réciproques, hors bilan, portant sur les acquisitions d'assiettes foncières	282			282	269
Bouygues Telecom					
Sécurisation des approvisionnements de terminaux	170			170	156

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	404	(14)	390	410	(14)	396

4.3 CLIENTS / ACTIF D'IMPOTS / AUTRES CREANCES COURANTES

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés (clients, factures à établir)	7 278	(539)	6 739	6 624	(457)	6 167
Actif d'impôts courants (créances fiscales)	123	(2)	121	136	(2)	134
Autres créances et comptes de régularisation :						
• Autres créances opérationnelles (personnel, organismes sociaux, Etat et autres créances)	1 338	(79)	1 259	1 292	(76)	1 216
• Créances diverses	656	(81)	575	630	(81)	549
• Paiements d'avance	216		216	217		217
Total autres créances courantes	2 210	(160)	2 050	2 139	(157)	1 982
Total	9 611	(701)	8 910	8 899	(616)	8 283

Répartition des créances clients nettes entre encours non échus et encours échus (échancier de paiement)
31/12/2011 et 31/12/2010

	Encours non échus		Encours échus		Total
	0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois		
Créances clients et comptes rattachés	5 213	1 235	381	449	7 278
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(73)	(76)	(103)	(287)	(539)
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2011	5 140	1 159	278	162^(a)	6 739
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2010	4 483	1 292	184	208	6 167

(a) Dont Colas : 81, Bouygues Construction : 56

L'analyse des créances échues de plus de 12 mois non dépréciées n'a pas révélé de risque de crédit complémentaire : TVA récupérable / compensation avec dettes fournisseurs, etc.

	31/12/2011			31/12/2010		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Disponibilités	1 297		1 297 ^(a)	1 977		1 977
Equivalents de trésorerie	2 124	(6)	2 118 ^(b)	3 601	(2)	3 599
Total	3 421	(6)	3 415	5 578	(2)	5 576

(a) Dont Bouygues SA : dépôts à terme inférieurs à 3 mois = 329

(b) Les équivalents de trésorerie sont détenus pour 1 965 par Bouygues SA.

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie peuvent être facilement convertis en numéraire.

Ils sont valorisés à leur juste valeur.

L'intégralité des placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie est disponible à fin 2011.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants par devise au 31 décembre 2011 :

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Autres devises	Total 31/12/2011	Total 31/12/2010
Disponibilités	655	131	33	1	54	423	1 297	1 977
Equivalents de trésorerie	2 104				1	13	2 118	3 599
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(99)		(1)	(51)		(88)	(239)	(294)
Total 31/12/2011	2 660	131	32	(50)	55	348	3 176	5 282
Total 31/12/2010	4 795	103	53	(19)	38	312	5 282	

4.5 ANALYSE DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS D'ACTIF, PROVISIONS AU PASSIF ET AU COMPTE DE RESULTAT

	Dotations et reprises opérationnelles						31/12/2011
	31/12/2010	Change	Amortissements	Dépréciations et provisions	Reprises non utilisées	Autres flux (a)	
Amortissements, dépréciations sur immobilisations corporelles, incorporelles	(10 933)	(19)	(1 414)			658	(11 708)
Dépréciations goodwill	(80)			(3)		18	(65)
Dépréciations des participations non consolidées	(138)			(4)		(7)	(149)
Dépréciations autres actifs financiers non courants	(96)			1		(32)	(127)
Dépréciations stocks	(306)	1		(16)	22	4	(295)
Dépréciations créances clients et comptes rattachés	(457)			(121)	47	(8)	(539)
Dépréciations valeurs mobilières de placement	(2)			(3)		(1)	(6)
Dépréciations autres actifs courants	(173)			(13)	6	4	(176)
Total Actif	(12 185)	(18)	(1 414)	(159)	75	636	(13 065)
Provisions courantes et non courantes	(2 800)	7		(243)	300	40	(2 696)
Total Passif	(2 800)	7		(243)	300	40	(2 696)

(a) Reprises sur cessions, changement de périmètre, dotations nettes financières

4.6 AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

38

	31/12/2011	31/12/2010
Instruments financiers de couverture des dettes financières	23	13
Autres actifs financiers (créances financières à - 1 an / instruments financiers sur BFR, etc.)	15	18
Total	38	31

NOTE 5 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

5.1 CAPITAL DE BOUYGUES SA (EN EUROS)

314 869 079 €

Au 31 décembre 2011, le capital social de Bouygues SA est constitué de 314 869 079 actions de un euro, dont l'évolution sur l'année 2011 a été la suivante :

	Au 31/12/2010	Variations 2011		Au 31/12/2011
		Réduction	Augmentation	
Actions	365 862 523	(51 639 953) ^(a)	646 509 ^(b)	314 869 079
Nombre de titres	365 862 523	(51 639 953)	646 509	314 869 079
Nominal	1 €			1 €
Capital en euros	365 862 523	(51 639 953)	646 509	314 869 079

(a) Annulation des actions propres détenues par Bouygues SA (dont sur OPRA : 41 666 666 actions)

(b) Après levée de stocks options

5.2 PART GROUPE ET INTERETS MINORITAIRES : DETAIL PAR NATURE AU 31/12/2011

	Capital	Prime d'émission	Réserves liées au capital	Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total 31/12/2011
Part Groupe	315	839	807	1 790	4 759	(149)	8 361
Intérêts minoritaires					1 311	6	1 317
Capitaux propres d'ensemble	315	839	807	1 790	6 070	(143) ^(a)	9 678

(a) Solde cumulé à fin 2011 des opérations affectées en capitaux propres

5.3 ANALYSE DE LA RUBRIQUE DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (VARIATION EN PART GROUPE)

	Renvoi	Exercice 2011 (part Groupe)	Exercice 2010 (part Groupe)
Réserve de conversion	1	61	32
Réserve de variation de juste valeur (instruments financiers)	2	(69)	21
Réserve des écarts actuariels	3	25	(12)
Impôts sur les opérations en capitaux propres		2	(4)
Quote-part des retraitements sur mises en équivalence		(49)	(16)
Sous-total		(30)	21
		(Intérêts minoritaires)	(Intérêts minoritaires)
Autres produits et charges sur intérêts minoritaires		2	8
Total		(28)	29

5.3.1 Réserve de conversion

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2011 déterminés sur les états financiers consolidés des sociétés étrangères exprimés en devise (filiales intégrées et mises en équivalence) :

	31/12/2010	Flux 2011	31/12/2011
US dollar	(13)	11	(2)
Dollar canadien	30	3	33
Dollar australien	7	2	9
Livre sterling	(12)	6	(6)
Bath Thaïlandais	2	5	7
Rand	(55)	40	(15)
Franc suisse	7	1	8
Couronne tchèque	9	(2)	7
Divers	33	(5)	28
Total	8	61^(b)	69^(a)

(a) Y compris variations de change cumulées issues des entités associées : 17 (dont Alstom +9)

(b) Répartition : filiales intégrées = +61, changement de périmètre = +4, filiales mises en équivalence = (4)

5.3.2 Réserve de juste valeur (part Groupe)

Réserve incluant les variations sur appréciation des instruments financiers et autres actifs financiers (juste valeur sur instruments financiers de couverture et titres disponibles à la vente)

	31/12/2010	Flux 2011	31/12/2011
Variation brute (sociétés intégrées)	53	(69)	(16)

Principalement : instruments financiers de couverture de flux futurs, de change et variation de juste valeur sur actifs disponibles à la vente

5.3.3 Réserve d'écarts actuariels sur avantages du personnel (IAS19) (part Groupe)

	31/12/2010	Flux 2011	31/12/2011
Variation brute (sociétés intégrées)	(11)	38 ^(a)	27

(a) Dont 13 d'autres mouvements

5.4 ANALYSE DE LA RUBRIQUE « AUTRES OPERATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES » (PART GROUPE)

Paiements fondés sur des actions (IFRS2) : impacts sur capitaux propres consolidés

	2011	2010	(contrepartie de la charge affectée au compte de résultat)
Stocks-options TF1 et Bouygues SA			
Affectation aux réserves :			
• TF1	1	1	
• Bouygues SA	18	25	Charge 2011 calculée selon plans octroyés depuis juin 2005
Charge Groupe	19	26	
Opérations d'actionnariat salarié 2009			
• Opération Bouygues Confiance 5		8	Coût de l'avantage octroyé aux salariés
Total	19	34	

NOTE 6 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1 PROVISIONS NON COURANTES

1 865

	Avantages au personnel à long terme ^(a)	Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^(b)	Garanties données ^(c)	Autres provisions non courantes ^(d)	Total
31/12/2009	455	343	368	561	1 727
Flux 2010					
Ecarts de conversion	2	0	4	4	10
Changements de périmètre	20	(1)	(1)	37	55
Dotations	49	121	103	126	399
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(40)	(97)	(105)	(115)	(357) ^(e)
Gains et pertes actuariels	11	0	0	0	11
Virements de rubriques et divers	1	(2)	3	23	25
31/12/2010	498	364	372	636	1 870
Flux 2011					
Ecarts de conversion	1	0	0	(1)	0
Changements de périmètre	0	0	0	(6)	(6)
Dotations	41	99	110	108	358
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(27)	(106)	(104)	(88)	(325) ^(f)
Gains et pertes actuariels	(27)	0	0	0	(27)
Virements de rubriques et divers	(6)	3	4	(6)	(5)
31/12/2011	480	360	382	643	1 865

Les provisions sont valorisées en fonction de la meilleure estimation du risque par le management, y compris celles affectées aux divers contrôles fiscaux du Groupe.

(a) Avantages au personnel à long terme		480	dont principaux métiers concernés:	
Indemnités de fin de carrière (IFC)	308		Bouygues Construction	126
Médailles du travail	122		Colas	259
Autres avantages au personnel long terme	50		TF1	29
			Bouygues Télécom	42
(b) Litiges et contentieux		360		
Provisions sur litiges clients	182		Bouygues Construction	195
Réclamations sous-traitants	36		Bouygues Immobilier	40
Autres litiges personnel et divers	142		Colas	112
(c) Garanties données		382		
Provisions garanties données	275		Bouygues Construction	273
Provisions garanties complémentaires bâtiment génie civil / travaux publics	107		Bouygues Immobilier	28
			Colas	81
(d) Autres provisions non courantes		643		
Risques liés aux contrôles administratifs divers	168		Bouygues Construction	203
Provisions risques divers étranger	103		Colas	297
Provisions filiales et participations	60		Bouygues Télécom	81
Démantèlement et remise en état des sites	212			
Autres provisions non courantes	100			
(e) Dont reprises de provisions non utilisées :		(157)		
(f) Dont reprises de provisions non utilisées :		(175)		

Provisions liées au cycle d'exploitation (voir note 2) :

	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers(e)	Provisions pour pertes à terminaison(b)	Autres provisions courantes (a)	Total
31/12/2009	59	253	234	285	831
Flux 2010					
Ecart de conversion		6	12	9	27
Changements de périmètre		(5)	1	(1)	(5)
Dotations	27	159	142	134	462
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(29)	(119)	(107)	(118)	(373) ^(c)
Virements de rubriques et divers				(12)	(12)
31/12/2010	57	294	282	297	930
Flux 2011					
Ecart de conversion		1	(6)	(2)	(7)
Changements de périmètre	(1)	(2)	(2)	3	(2)
Dotations	25	139	95	136	395
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(23)	(139)	(165)	(158)	(485) ^(d)
Virements de rubriques et divers	(2)	(4)	1	5	
31/12/2011	56	289	205	281	831

(a) Autres provisions courantes dont:

		Dont activités concernées:	
Charges de réassurance	7	Bouygues Construction	63
Litiges clients (courant) et garanties de passif (TF1)	27	Bouygues Immobilier	44
Fidélisation clients (Bouygues Télécom)	23	Colas	76
Remise en état des sites (courant)	10	TF1	57
Garanties locatives (Bouygues Immobilier)	4	Bouygues Télécom	26
Provisions courantes diverses	210	Challenger Réassurance	7

(b) Provisions concernant l'activité construction : Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

(L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci)

(c) Dont reprises de provisions non utilisées : (127)

(d) Dont reprises de provisions non utilisées : (125)

(e) Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

NOTE 7 ACTIF ET PASSIF D'IMPÔT NON COURANT

256 / 203

7.1 ACTIF D'IMPOT NON COURANT

	31/12/2010	Flux 2011	31/12/2011
Impôts différés actif			
Bouygues Construction	84	(7)	77
Bouygues Immobilier	39	(16)	23
Colas	133	19	152
Bouygues Télécom	6	(6)	
TF1	3	3	6
Bouygues SA et autres	(4)	2	(2)
Total impôt actif non courant	261	(5)	256

Actif d'impôt différé provenant pour l'essentiel :

- Des décalages fiscaux temporaires (provisions temporairement non déductibles fiscalement ...)
- Des déficits fiscaux ayant une réelle probabilité de récupération

7.2 PASSIF D'IMPOT NON COURANT

	31/12/2010	Flux 2011	31/12/2011
Impôts différés passif	112	90	202 ^(a)
Autres impôts long terme		1	1
Total impôt passif non courant	112	91	203

(a) Dont Colas : 110 et Bouygues Télécom : 72

7.3 REPARTITION DES IMPOTS DIFFERES NETS PAR METIER

Nature des impôts différés nets par métier	Actif / passif d'impôt différé net 31/12/2010	Variation périmètre	Variation change	Flux 2011			Actif / passif d'impôt différé net 31/12/2011
				Produits	Charges	Autres ^(a)	
A- Défis fiscaux							
Bouygues Construction	3						3
Bouygues Immobilier							
Colas	8				(1)		7
TF1	8				(2)		6
Bouygues SA	9				(9)		
Sous-total	28				(12)		16
B- Différences temporaires							
Bouygues Construction	78			6	(13)	(3)	68
Bouygues Immobilier	39	(2)			(15)		22
Colas	29	(1)	(1)	16	(3)	(5)	35
TF1	(16)			13	(6)	(1)	(10)
Bouygues Télécom	6				(80)	2	(72)
Bouygues SA et autres	(15)			2	(1)	8	(6)
Sous-total	121	(3)	(1)	37	(118)	1	37
TOTAL	149	(3)	(1)	37	(130)	1	53^(b)

(a) Essentiellement impôt différé sur variation de juste valeur sur instruments financiers / gains et pertes actuariels sur avantages du personnel

(b) • détermination de l'impôt différé net :

- impôts différés actif : 256
- impôts différés passif : (203)
- = 53

• principales sources d'impôts différés par nature :

	31/12/2011	31/12/2010
- impôts différés actif sur avantages du personnel (principalement IFC)	133	138
- impôts différés actif sur provisions fiscalement non déductibles temporairement	70	80
- provisions réglementées	(104)	(127)
- autres	(46)	58
	53	149

7.4 DELAI DE RECUPERATION DES IMPOTS DIFFERES ACTIF

31/12/2011	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Délai de récupération estimé des impôts différés actif	132	69	55 ^(a)	256

(a) Colas principalement

7.5 ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES NON COMPTABILISES

Compte tenu de leur faible probabilité de récupération, certains actifs d'impôts différés sont non comptabilisés à fin 2011. Il s'agit essentiellement de déficits fiscaux qui pour la France ne concernent que les sociétés non intégrées dans le régime d'intégration fiscale de Bouygues SA.

	31/12/2010	Flux 2011	31/12/2011
Bouygues Construction	92	26	118
Bouygues Immobilier	48	(1)	47
Colas	58	1	59
TF1	28	(4)	24
Autres	1	(1)	
Total impôts différés actif non comptabilisés	227	21	248

NOTE 8 DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES

7 023

Dettes financières non courantes	6 807
Dettes financières courantes	216

8.1 REPARTITION DES EMPRUNTS PORTANT INTERETS PAR ECHEANCE

	Dettes financières courantes - Échéance 2012				Dettes financières non courantes							Total 31/12/2011	Total 31/12/2010
	Intérêts courus	1 à 3 mois	4 à 12 mois	Total échéance 2012	1 à 2 ans 2013	2 à 3 ans 2014	3 à 4 ans 2015	4 à 5 ans 2016	5 à 6 ans 2017	6 ans et plus 2018 et plus			
Emprunts obligataires	121			121	710	755	998	599		3 032	6 094	6 085	
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		9	49	58	46	36	347	18	46	96	589	556	
Emprunts issus des locations financement		3	17	20	13	10	6	4	2		35	47	
Emprunts et dettes financières divers		9	8	17	13	20	22	8	3	23	89	62	
Total emprunts	121	21	74	216	782	821	1 373	629	51	3 151	6 807	6 750	
Rappel au 31/12/2010	150	770	74	994	81	765	779	1 341	618	3 166		6 750	

Répartition de la dette sur locations financement par métier (incluse en dettes financières)	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Telecoms	Bouygues SA et autres	Total
Long terme 31/12/2011			24	11			35
Court terme 31/12/2011	1		9	4	6		20
Long terme 31/12/2010	1		24	16	6		47
Court terme 31/12/2010			16	4	3		23

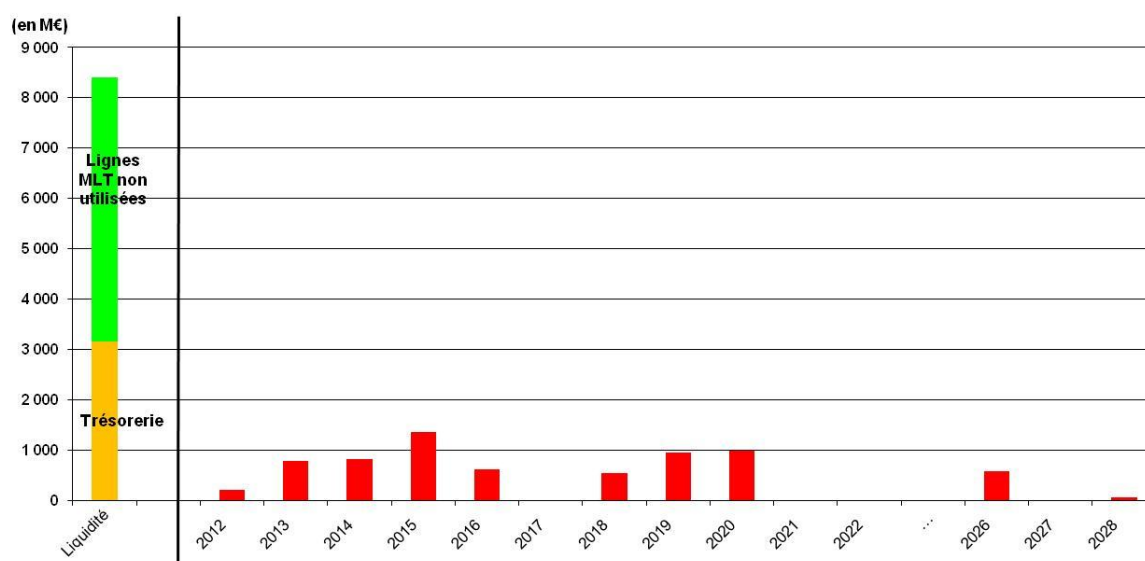
8.2 LIGNES DE CREDIT CONFIRMÉES ET UTILISÉES

Description	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au delà	Total	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	121	3 062	3 032	6 215	121	3 062	3 032	6 215
Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	557	4 995	340	5 892	58	447	142	647
Emprunts issus des locations financement	21	33	2	56	20	33	2	55
Emprunts et dettes financiers diverses	16	63	26	105	17	63	26	106
Total des lignes de crédit	715	8 153	3 400	12 268	216	3 605	3 202	7 023

(a) Lignes de crédit confirmées et non utilisées = 5245

8.3 LIQUIDITES AU 31 DECEMBRE 2011

Au 31 décembre 2011, la trésorerie disponible s'élève à 3 161 millions d'euros (y compris -16 M€ d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 5 245 millions d'euros de lignes bancaires.



Les emprunts obligataires à échéance 2013, 2015, 2016, 2018, 2019 et 2026 comportent une clause de « change of control » (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues SA ne comportent ni covenant financier, ni trigger event. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

8.4 REPARTITION DE LA DETTE FINANCIERE COURANTE ET NON COURANTE SELON NATURE DE TAUX

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	31/12/2011	31/12/2010
Dettes à taux fixé (a)	90%	92%
Dettes à taux variable	10%	8%

(a) Dettes à taux fixé pour plus d'un an

8.5 RISQUE DE TAUX

Au 31 décembre 2011, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

	Taux variable	Taux fixe	Total
Passifs financiers (dettes financières)	929	6 094	7 023
Actifs financiers (a) (trésorerie nette)	3 161		3 161
Position nette avant gestion	(2 232)	6 094	3 862
Couverture de taux	(229)	229	
Position nette après gestion	(2 461)	6 323	3 862
Correctif lié à la saisonnalité de certaines activités	630		
Position nette après gestion et correctif	(1 831)		

(a) Y compris -16 M€ de juste valeur d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net

Ainsi, une hausse de 1 % des taux d'intérêts à court terme sur la position nette ci-avant engendrerait une diminution du coût de l'endettement financier net de 18,3 millions d'euros en année pleine.

8.6 REPARTITION DE LA DETTE FINANCIERE COURT TERME ET LONG TERME PAR DEVISE

	Zone Europe			Dollar US	Dollar HKD	Autres devises	Total
	Euro	Livre sterling	Autres Devises				
Long terme 31/12/2011	6 001	697	4	38	29	38	6 807
Court terme 31/12/2011	160	10	21	23	1	1	216
Long terme 31/12/2010	5 968	670	53	12	26	21	6 750
Court terme 31/12/2010	964	10	8	2	1	9	994

Les dettes financières ventilées par métier figurent en note 16.

Le détail des sûretés réelles et nantissements donnés par le Groupe figure en note 18.1 (répartition par métier).

9.1 VARIATIONS DE L'ENDETTEMENT NET

	31/12/2010	Flux 2011	31/12/2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 576	(2 161)	3 415
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(294)	55	(239)
Trésorerie nette	5 282	(2 106)	3 176 ^(a)
Dettes financières non courantes	(6 750)	(57)	(6 807)
Dettes financières courantes	(994)	778	(216)
Instruments financiers nets	(11)	(4)	(15)
Endettement brut	(7 755)	717	(7 038)
Endettement net (passif)	(2 473)	(1 389)	(3 862)

(a) Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie 2011 (flux nets + flux non monétaires)

9.2 PRINCIPALES OPERATIONS SUR ENDETTEMENT NET AU 31 DECEMBRE 2011

Endettement net au 31/12/2010	(2 473)
Acquisitions / cessions d'actifs financiers	(114) ^(a)
Dividendes versés	(694)
Opérations sur capital	(1 377) ^(b)
Effet périmètre	24
Exploitation	772 ^(c)
Endettement net au 31/12/2011	(3 862)

(a) Dont Bouygues Construction : acquisition Leadbitter = (37) et Colas : acquisition Gamma Materials = (33)

(b) Dont réduction de capital Bouygues SA suite OPRA = (1 250) ; acquisition d'actions propres Bouygues SA en bourse = (169) ; augmentation de capital Bouygues Confiance 5 (fraction de versement salariés 2011) = + 56 ; exercice d'options de souscription = + 17

(c) Hors licence 4G / 2,6 GHz pour 228, l'exploitation ressort à 1 000

NOTE 10 PASSIF COURANT**16 369****Détail passif courant**

	31/12/2011	31/12/2010
Avances et acomptes reçus	1 574	1 413
Dettes financières courantes ^(a)	216	994
Impôts courants	136	137
Fournisseurs et comptes rattachés (fournisseurs, effets à payer)	6 826	6 347
Provisions courantes ^(b)	831	930
Autres passifs courants, comptes de régularisation et assimilés		
Autres dettes opérationnelles (personnel, organismes sociaux, Etat)	2 576	2 450
Produits différés	1 843	1 794
Autres dettes non financières, comptes de régularisation et assimilés	2 026	1 845
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	239	294
Instruments financiers	38	24
Autres passifs financiers courants	64	19
Total	16 369	16 247

(a) Voir analyse en note 8 : Dettes financières non courantes et courantes

(b) Voir analyse en note 6.2 : Provisions courantes

NOTE 11 ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

11.1 ANALYSE PAR RUBRIQUE

	2011	2010
Ventes	3 090	2 722
Prestations de service	12 253	12 176
Contrats de construction	17 363	16 327
Chiffre d'affaires	32 706	31 225
Autres produits de l'activité	139	144
Autres produits de l'activité	139	144
Total activité	32 845	31 369

Il n'existe pas de contrat d'échange de biens ou de services significatif au 31 décembre 2011.

Bilan consolidé : informations relatives aux contrats de construction

	Bouygues Construction	Colas	Total
Travaux à refacturer	427	402	829
Retenues de garantie	110	98	208
Travaux facturés d'avance	1 234	(316)	918
Avances reçues	848	(104)	744

11.2 ANALYSE PAR ACTIVITE

	Chiffre d'affaires 2011				Chiffre d'affaires 2010			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
BTP	5 185	4 431	9 616	29	4 875	4 127	9 002	29
Immobilier	2 342	122	2 464	7	2 206	203	2 409	8
Routes	7 140	5 155	12 295	38	6 668 ^(a)	4 924 ^(a)	11 592	37
Médias	2 203	392	2 595	8	2 199	390	2 589	8
Télécoms	5 725		5 725	18	5 621		5 621	18
Bouygues SA et filiales diverses	6	5	11		7	5	12	
Chiffre d'affaires consolidé	22 601	10 105	32 706	100	21 576	9 649	31 225	100
Evolution 2011/2010 (en %)	5%	5%	5%					

(a) Mayotte département français depuis le 31 mars 2011. Le chiffre d'affaires classé à l'international au 31 décembre 2010 de 70 M€ a été reclassé en France

11.3 ANALYSE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

L'affectation est faite en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires.

	Chiffre d'affaires 2011		Chiffre d'affaires 2010	
	Total	%	Total	%
France	22 601	69	21 576 ^(a)	69
Union européenne (27 membres)	3 299	10	3 171	10
Autres pays européens	1 146	4	1 105	4
Afrique	1 327	4	1 281 ^(a)	4
Moyen-Orient	160		127	
Amérique du Nord	2 520	8	2 301	8
Amérique Centrale et du Sud	151		145	
Asie-Pacifique	1 293	4	1 368	4
Océanie	209	1	149	1
Divers	0		2	
Total	32 706	100	31 225	100

(a) Mayotte département français depuis le 31 mars 2011. Le chiffre d'affaires classé à l'international au 31 décembre 2010 de 70 M€ a été reclassé en France

11.4 REPARTITION, SELON NATURE DE MARCHES, ENTRE LA FRANCE ET L'INTERNATIONAL (EN%)

	2011			2010		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ^(a)	30	63	41	32	54	39
Marchés privés	70	37	59	68	46	61

(a) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'Etat, collectivités locales et entreprises publiques (marchés de travaux et d'entretien pour l'essentiel) en France et à l'étranger

NOTE 12 RESULTAT OPERATIONNEL

1 857

	2011	2010
Résultat opérationnel courant		
Chiffre d'affaires	32 706	31 225
Autres produits de l'activité	139	144
Consommations externes	(22 348)	(20 977)
Frais de personnel	(6 778)	(6 504)
Impôts et taxes	(653)	(633)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations		
Dotations aux amortissements *	(1 411)	(1 392)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations *	(387)	(549)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	(22)	(116)
Autres produits d'exploitation	1 288	1 250
Reprises de provisions non utilisées *	375	371
Autres produits divers ^(a)	913	879
Autres charges d'exploitation ^(a)	(715)	(688)
Résultat opérationnel courant *	1 819	1 760
Autres produits opérationnels ^(b)	38	108
Autres charges opérationnelles ^(c)		(77)
Résultat opérationnel	1 857	1 791

(*) Rubriques incluses dans le calcul de l'Ebitda

Voir note 16 pour répartition par métier

(a) Dont en 2011 : résultats nets sur cessions d'immobilisations = 67

(b) **2011**

Bouygues Télécom : produits de cession divers

2010

Colas : badwill sur rachats d'intérêts minoritaires = 6 M€

TF1 : au 31 décembre 2010, les autres produits opérationnels d'un montant de 102 M€ comprennent 95,9 M€ représentant notamment le produit net constaté sur la réévaluation à la juste valeur des quotes-parts antérieurement détenues sur TMC et NT1

(c) **2010**

Colas : amendes concurrence et litiges liés (31) M€ ; dépréciations de goodwill (27) M€

TF1 : les autres charges opérationnelles incluent les dépréciations de goodwill et divers

NOTE 13 COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(277)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(13)

13.1 ANALYSE DU COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	2011	2010
Charges financières	(359)	(394)
Dont		
Charges d'intérêts sur endettement	(323)	(346)
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(30)	(30)
Charges d'intérêts sur locations financement	(2)	(4)
Impacts négatifs des instruments financiers	(4)	(14)
Produits financiers	82	64
Dont		
Produits d'intérêts sur trésorerie et équivalents de trésorerie	40	42
Revenus et plus-values sur cessions de valeurs mobilières	42	21
Impacts positifs des instruments financiers		1
Total coût de l'endettement financier net	(277)	(330)

13.2 AUTRES PRODUITS / CHARGES FINANCIERS

	2011	2010
Autres produits financiers	55	101
Autres charges financières	(68)	(95)
Total autres produits / (charges financières)	(13)	6

Les autres produits et charges incluent les plus ou moins values sur titres non consolidés / la rémunération des investisseurs sur fonds appelés (immobilier d'entreprise) / les commissions d'engagements / les variations de juste valeur sur les « Autres actifs financiers courants » et divers sur la période.

La variation 2010 / 2011 de (19) M€ s'explique principalement par la diminution des plus-values nettes sur titres non consolidés, liée notamment à l'opération de cession / échange de la participation Alstom Hydro (AHH) en 2010 pour 42 M€.

14.1 ANALYSE DE LA CHARGE NETTE D'IMPOT

	2011			2010		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(316)	(120)	(436)	(326)	(120)	(446)
Impositions différées passif	7	(3)	4	(10)	(9)	(19)
Impositions différées actif	(92)	(4)	(96)	(24)	7	(17)
Total	(401)	(127)	(528)	(360)	(122)	(482)

Voir note 16 pour répartition par métier

14.2 RAPPROCHEMENT ENTRE TAUX D'IMPOT THEORIQUE ET REEL SUR COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (PREUVE DE L'IMPOT)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2011	2010
Résultat net (100 %)	1 237	1 263
Neutralisation :		
Charge d'impôt	528	482
Résultat des activités abandonnées		Néant
Résultat des entités associées	(198)	(278)
Résultat des activités intégrées poursuivies avant impôts	1 567	1 467
Taux d'imposition théorique en France	36,10%	34,43%
Création, utilisation des reports fiscaux déficitaires	3,51%	3,36%
Effets des différences permanentes	(4,86%)	(6,22%)
Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts	1,36%	1,11%
Impôts hors taux liés aux résultats : écarts de taux d'imposition, plus-values à long terme, impositions étrangères	(2,44%)	0,17%
Taux effectif d'imposition	33,67%	32,85%

NOTE 15 RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES ET RESULTAT DILUE PAR ACTION

15.1 RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES

Le résultat net des activités poursuivies s'élève à 1 070 :

	2011	2010
Résultat net des activités poursuivies (100%)	1 237	1 263
Part des intérêts minoritaires sur activités poursuivies	(167)	(192)
Part du groupe sur activités poursuivies	1 070	1 071

15.2 RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES (ET RESULTAT DILUE PAR ACTION)

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en ramenant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) au nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2011 (à l'exclusion du nombre moyen des actions détenues ordinaires achetées à titre d'autocontrôle).

	2011	2010
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (en millions d'euros)	1 070	1 071
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	349 686 165	353 494 819
Résultat des activités poursuivies en euros par action	3,06	3,03

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation incluant la conversion potentielle de toutes les actions pouvant avoir un effet dilutif (options de souscription d'actions potentiellement et économiquement exerçables à la clôture de l'exercice).

	2011	2010
Résultat net des activités poursuivies utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	1 070	1 071
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	349 686 165	353 494 819
Ajustement lié à l'effet dilutif des options sur les actions	272 534	1 518 148
Résultat des activités poursuivies dilué en euros par action	3,06	3,02

15.3 RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES RETRAITÉ

	2011	2010
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (en millions d'euros)	1 070	1 071
Nombre d'actions en circulation à fin décembre (a)	314 869 079	361 042 329
Résultat des activités poursuivies en euros par action retraité	3,40	2,97

+14%

(a) Calculé sur la base du nombre d'actions en circulation au 31 décembre de l'année (hors autocontrôle)

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle ci-après est présentée comme suit :

1. Analyse par activité (UGT) : BTP (Bouygues Construction) ; Immobilier (Bouygues Immobilier) ; Routes (Colas) ; Médias (TF1) ; Télécoms (Bouygues Telecom) ; Bouygues SA et autres.

2. Analyse par zone géographique : France et DOM, Union Européenne, Autres pays européens, Afrique, Asie-Pacifique-Océanie, Amériques et Moyen-Orient. (Affectation en fonction de la localisation des immobilisations). Les cessions internes entre les différentes activités se réalisent en règle générale aux conditions de marché.

L'information sur le chiffre d'affaires par zone géographique figure en note 11.3.

Les secteurs opérationnels par activité correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel du Groupe et aucun regroupement n'a été effectué. Cette information est utilisée aux fins d'affectation des ressources aux secteurs opérationnels et de l'évaluation de leur performance.

Les données des secteurs opérationnels suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Le secteur Bouygues SA et autres présenté regroupe les contributions des entités holding corporate et des entités dédiées au financement centralisé du Groupe.

16.1 ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2011

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	Total 2011
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires total	9 802	2 465	12 412	2 620	5 741	120	33 160
Chiffre d'affaires inter-activité	(186)	(1)	(117)	(25)	(16)	(109)	(454)
Chiffre d'affaires sur clients externes	9 616	2 464	12 295	2 595	5 725	11	32 706
Dotations nettes aux amortissements	(171)	(4)	(461)	(78)	(692)	(5)	(1 411)
Dotations nettes aux provisions	(197)	(12)	(114)	(30)	(44)	10	(387)
Résultat opérationnel courant	353	201	466	283	561	(45)	1 819
Coût de l'endettement financier net	19	2	(24)	1	(10)	(265)	(277)
Charge d'impôt	(140)	(53)	(163)	(89)	(211)	128	(528)
Quote-part du résultat net des entités associées	(13)	(10)	59	(14)	(1)	177 ^(a)	198
Résultat net des activités poursuivies	229	122	341	186	370	(11)	1 237
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession							
Résultat net 100%	229	122	341	186	370	(11)	1 237
Résultat part du Groupe	226	120	324	80	331	(11)	1 070
Bilan							
Immobilisations corporelles	655	17	2 537	231	2 955	147	6 542
Immobilisations incorporelles	71	5	73	141	916	3	1 209
Goodwill	388		1 069	1 458	2 664	1	5 580
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	60	21	155	6		14	256
Entités associées	54		568	1	2	4 460 ^(b)	5 085
Autres actifs non courants	333	15	216	168	9	29	770
Trésorerie et équivalents de trésorerie	553	54	420	36	35	2 317	3 415
Autres actifs							12 065
Total actif							34 922
Dettes financières non courantes	122	3	242	18	328	6 094	6 807
Provisions non courantes	797	97	749	42	129	51	1 865
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	6	1	111	10	72	3	203
Dettes financières courantes	5	26	48	5	11	121	216
Autres passifs							25 831
Total passif							34 922
Endettement net^(c)	2 869	507	28	(40)	(581)	(6 645)	(3 862)
Tableau des flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	546	197	915	346	1 288	33	3 325
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	268	12	414	108	1 087	(3)	1 886
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	45	2	82	(7)	2	(10)	114
Autres indicateurs							
Ebitda	549	181	934	357	1 272	(51)	3 242
Cash-flow libre	157	134	314	150	(20)	(101)	634

(a) Dont Alstom = 175

(b) Dont Alstom pour 4 444

(c) Contribution de niveau métiers après maintien des comptes courants intra-groupe Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres)

16.2 ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2010

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	Total 2010
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires total	9 235	2 418	11 661	2 622	5 636	132	31 704
Chiffre d'affaires inter-activité	(233)	(9)	(69)	(33)	(15)	(120)	(479)
Chiffre d'affaires sur clients externes	9 002	2 409	11 592	2 589	5 621	12	31 225
Dotations nettes aux amortissements	(155)	(4)	(470)	(91)	(664)	(8)	(1 392)
Dotations nettes aux provisions	(306)	(13)	(173)	(14)	(41)	(2)	(549)
Résultat opérationnel courant	315	204	365	230	692	(46)	1 760
Coût de l'endettement financier net	23	(2)	(30)	(18)	(9)	(294)	(330)
Charge d'impôt	(133)	(67)	(122)	(69)	(232)	141	(482)
Quote-part du résultat net des entités associées	(10)	(1)	69	6		214 ^(a)	278
Résultat net des activités poursuivies	203	112	223	229	444	52	1 263
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession							
Résultat net 100%	203	112	223	229	444	52	1 263
Résultat part du Groupe	201	108	216	98	397	51	1 071
Bilan							
Immobilisations corporelles	560	13	2 454	186	2 798	148	6 159
Immobilisations incorporelles	74	3	68	147	695	3	990
Goodwill	347		1 063	1 468	2 651	2	5 531
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	56	41	138	3	6	17	261
Entités associées	67		555	14	1	4 383 ^(b)	5 020
Autres actifs non courants	257	14	168	181	9	30	659
Trésorerie et équivalents de trésorerie	521	61	368	39	20	4 567	5 576
Autres actifs							11 390
Total actif							35 586
Dettes financières non courantes	70	43	200	16	331	6 090	6 750
Provisions non courantes	782	94	750	46	148	50	1 870
impôts différés passif, dettes fiscales long terme	3		96	11		2	112
Dettes financières courantes	3	5	50	4	31	901	994
Autres passifs							25 860
Total passif							35 586
Endettement net ^(c)	2 856	376	(57)	17	(170)	(5 495)	(2 473)
Tableau des flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	509	195	814	297	1 327	102	3 244
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	221	4	474	43	680	1	1 423
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	14	8	26	203 ^(d)	1	3	255
Autres indicateurs							
Ebitda	606	184	894	319	1 367	(40)	3 330
Cash-flow libre	178	122	188	167	406	(52)	1 009

(a) Dont Alstom = 218

(b) Dont Alstom pour 4 366

(c) Contribution de niveau métiers après maintien des comptes courants intra-groupe Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres)

(d) Dont acquisition TMC/NT1 : 195

16.3 ANALYSE SECTORIELLE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	France et Dom	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
Bilan								31/12/2011
Immobilisations corporelles ^(a)	4 878	327	123	229	231	730	24	6 542
Immobilisations incorporelles	1 158	24	1	1	1	24		1 209
Tableau de flux de trésorerie								2011
Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	1 614	63	34	81	102	149	13	2 056

(a) Y compris contrats de locations financement

	France et Dom	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
Bilan								31/12/2010
Immobilisations corporelles ^(a)	4 629	381	82	222	171	666	8	6 159
Immobilisations incorporelles	943	25	1	0	2	19	0	990
Tableau de flux de trésorerie								2010
Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	1 095	53	36	90	47	166	20	1 507

(a) Y compris contrats de locations financement

16.4 PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT PAR DESTINATION

2011	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	TOTAL
Chiffre d'affaires consolidé	9 616	2 464	12 295	2 595	5 725	11	32 706
Coût des ventes	(8 263)	(2 035)	(10 740)	(1 903)	(4 380)	(27)	(27 348)
Marge brute	1 353	429	1 555	692	1 345	(16)	5 358
Coût de recherche et développement	(15)	(2)	(69)	(7)	(20)	(1)	(114)
Charges commerciales	(365)	(158)		(144)	(175)		(842)
Charges administratives	(618)	(68)	(1 020)	(258)	(589)	(30)	(2 583)
Autres produits et charges	(2)					2	
Résultat opérationnel courant	353	201	466	283	561	(45)	1 819

2010	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	TOTAL
Chiffre d'affaires consolidé	9 002	2 409	11 592	2 589	5 621	12	31 225
Coût des ventes	(7 664)	(2 001)	(10 166)	(1 959)	(4 067)	(3)	(25 860)
Marge brute	1 338	408	1 426	630	1 554	9	5 365
Coût de recherche et développement	(15)	(2)	(69)	(6)	(16)	(2)	(110)
Charges commerciales	(420)	(134)		(116)	(189)		(859)
Charges administratives	(588)	(68)	(992)	(278)	(657)	(53)	(2 636)
Résultat opérationnel courant	315	204	365	230	692	(46)	1 760

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2011, de chaque type de produits utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

17.1 COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX

Analyse par échéance

Date de l'échéance	En-cours au 31/12/2011			Total	Total en-cours 31/12/2010
	2012	2013 à 2016	Au-delà		
Swaps de taux					
• sur actifs financiers	351	2		353 ^(a)	1 713
• sur passifs financiers	100	570	727	1 397 ^(b)	1 030
Caps / floors					
• sur actifs financiers					
• sur passifs financiers		150		150	150

(a) Dont taux payé = taux fixe : 353

(b) Dont taux payé = taux fixe : 1 397

Analyse par métier

	Bouygues SA					Totaux 31/12/2011	Totaux 31/12/2010
	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms et autres		
Swaps de taux							
• sur actifs financiers					353	353	1 713
• sur passifs financiers	20		237	640	500 ^(a)	1 397	1 030
Caps / floors							
• sur actifs financiers							
• sur passifs financiers		150				150	150

(a) Swaps de couverture de taux à départ décalé

Pour les couvertures de taux renouvelables, les montants sont indiqués dans la colonne correspondante à l'échéance la plus lointaine.

17.2 COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE

Analyse par devise d'origine

	31 décembre 2011 (contre-valeur présentée en millions d'euros)				Total	
	Dollar US	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres	Total	31/12/2010
Achats et ventes à terme						
• achats à terme	171	1	4	114	290	348
• ventes à terme	304	28	32	217	581	395
Swaps de devises	228	42	158	232	660	526
Options de change						
• achats à terme						
• ventes à terme						

Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues	Totaux	Totaux
						SA et autres	31/12/2011	31/12/2010
Achats et ventes à terme								
• achats à terme	105	67	10	100	8		290	348
• ventes à terme	464		100	17			581	395
Swaps de devises	22			20		618	660	526
Options de change								
• achats à terme								
• ventes à terme								

17.3 VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Au 31 décembre 2011, la valeur de marché (*net present value*) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de -80 millions d'euros. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de *swaps* de taux permettant de couvrir la dette du Groupe (couverture de juste valeur et couverture de flux de trésorerie) et de la valeur actuelle nette d'opérations à terme permettant de couvrir le risque de change découlant d'opérations commerciales.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- Opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur d'un élément d'endettement net : -19 millions d'euros
- Opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : -61 millions d'euros

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00% (et respectivement -1,00%), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à -15 millions d'euros (respectivement -147 millions d'euros).

En cas d'évolution défavorable de 1% de l'euro par rapport à chacune des autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à -94 millions d'euros.

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...). Après réévaluation (augmentation prévisionnelle des loyers), ces montants pour l'essentiel tiennent compte d'un calcul d'actualisation (taux marginal d'endettement).

Bouygues Telecom : engagements donnés dans le cadre de l'exploitation concernant pour l'essentiel des baux commerciaux pour la location des immeubles et des terrains d'exploitation destinés à l'exploitation des sites techniques du réseau (dont loyers relatifs aux sites du réseau : 554 millions d'euros, et loyers immobiliers et divers : 166 millions d'euros, loyers des locaux Sequana et Technopôle : 228 millions d'euros et divers : 11 millions d'euros).

18.4 CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT (DEJA COMPTABILISES AU PASSIF DU BILAN)

	31/12/2011	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Échéances			31/12/2010
							Bouygues SA & autres	A moins de 1 à d'un an	A plus de 5 ans	
Location-financement	55	1		33	15	6	20	32	3	70

18.5 AUTRES ENGAGEMENTS

BOUYGUES TELECOM

Utilisation de fréquences sur la bande 2 600 MHz

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz attribuée à Bouygues Telecom en octobre 2011 pour une durée de 20 ans comporte une obligation d'accueillir des MVNO ainsi qu'une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (25% à 4 ans, 60% à 8 ans et 75% à 12 ans).

Autorisation d'exploitation d'un réseau 3G

L'arrêté du 3 décembre 2002 autorisant Bouygues Telecom à établir et exploiter un réseau 3G comprend un certain nombre d'obligations, concernant notamment le calendrier de déploiement et la couverture de la population.

A ce titre, Bouygues Telecom couvre en 3G 93% de la population à fin 2011, au-delà de sa dernière obligation de couverture fixée dans son autorisation à 75% de la population au 12 décembre 2010.

Zones Blanches

La convention signée en 2003 entre les trois opérateurs, l'Etat, les Collectivités territoriales et l'ARCEP prévoit la couverture de quelques 3 000 communes en zones blanches. Fin 2011, Bouygues Telecom considère que le programme initial de couverture des zones blanches est terminé ; les quelques sites restants étant bloqués par les collectivités concernées, et donc sans visibilité. Par ailleurs, les opérateurs ont accepté, au-delà de leur engagement initial, de couvrir 364 nouvelles communes, portant le programme final à plus de 3300 communes à couvrir. Fin 2011, plus de la moitié des sites de ce programme complémentaire pour lesquels Bouygues Telecom est leader sont ouverts.

Accord de partage d'installations de réseaux mobiles 3G

En février 2010, Bouygues Télécom, Orange et SFR ont conclu, sous l'égide de l'ARCEP, un accord de partage d'installations de réseau 3G dans les zones les moins denses du territoire. Cet accord, qui a été complété au mois de juillet 2010 pour prévoir l'arrivée ultérieure de Free Mobile, prévoit la couverture d'environ 3 600 communes, dont notamment l'ensemble des communes du programme zones blanches 2G; il permettra d'offrir à l'horizon fin 2013 une couverture 3G équivalente à la couverture 2G, soit environ 99,8% de la population, au-delà des obligations de couverture 3G des opérateurs.

NOTE 19 EFFECTIFS, ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATIONS

19.1 EFFECTIF MOYEN

	2011	2010
Cadres	22 832	22 201
Agents de maîtrise et employés	22 145	21 761
Compagnons	31 371	32 241
Sous-total effectif France	76 348	76 203
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	58 447	61 205
Total effectif moyen	134 795	137 408

19.2 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

	31/12/2010	Flux 2011	31/12/2011
Indemnités de fin de carrière (IFC)	318	(10)	308
Médailles du travail	124	(2)	122
Autres avantages post emploi (pension)	56	(6)	50
Total	498	(18)	480

19.3 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL, ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI) HORS MEDAILLE DU TRAVAIL

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les engagements du Groupe en matière de retraite.

19.3.1 Régimes à cotisations définies

	2011	2010
Montants comptabilisés en charges	(1 697)	(1 651)

Les cotisations définies présentées ci-dessus comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles,
- aux caisses de retraite (régime obligatoire et régimes complémentaires),
- aux caisses d'assurance chômage.

Information sur les parties liées : voir note 20

19.3.2 Régimes à prestations définies

Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat (charges opérationnelles)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions (*)	
	2011	2010	2011	2010
Coût des services rendus	4	(12)	(1)	(3)
Charge d'intérêt sur l'obligation	13	13	12	12
Rendement attendu des actifs du régime			(12)	(12)
Coût des services passés	3	3	(2)	(16)
Charge / (produit) net comptabilisé au compte de résultat	20	4	(3)	(19)

Convention de signe :

- Charge nette : signe positif
- Produit net : signe négatif

Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions (*)		Total	
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010
Valeur actualisée des obligations	349	364	340	324	689	688
Juste valeur des actifs du régime		1	(292)	(270)	(292)	(269)
Coût des services passés restant à comptabiliser	(37)	(42)	2	2	(35)	(40)
Divers	(4)	(5) ^(a)			(4)	(5)
Passif net comptabilisé en provisions	308	318	50	56	358	374

Ratio : fonds dédiés / valeur actualisée des obligations 86% 83%

(a) Fonds TF1 résiduel pour une fraction des obligations

Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions (*)	
	2011	2010	2011	2010
Au 31 décembre	318	311	56	40
Charges comptabilisées	20	4	(3)	(19)
Variations de périmètre et change		5	1	16
Virements de rubriques et autres	(1)	7	(6)	(1)
Ecarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	(29)	(9)	2	20
Au 31 décembre	308	318	50	56

(*) Concerne notamment le groupe Colas au titre de fonds de pensions situés au Royaume-Uni (gestion indépendante de l'entreprise)

Répartition par métier au 31 décembre 2011

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière ^(a)	5	1	8	2	4		20
Provisions non courantes (bilan) :							
• indemnités de fin de carrière	100	8	135	21	31	13	308
• pensions			50				50

(a) La charge 2011 sur pensions n'est pas significative

Répartition par zone géographique au 31 décembre 2011

	France et DOM	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Moyen-Orient	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière ^(a)	19			1				20
Provisions non courantes (bilan) :								
• indemnités de fin de carrière	299		1	5	2	1		308
• pensions	13	23		1	13			50

(a) La charge 2011 sur pensions n'est pas significative

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière

	2011	2010
Taux d'actualisation ^(b)	5,46% (iboxx A10)	4,62% (iboxx A10)
Table de survie	INSEE	INSEE
Age de départ en retraite (selon les métiers) :		
• Cadres	63/65 ans	63/65 ans
• Etams / compagnons	62/63 ans	62/63 ans
Augmentation future des salaires (selon activité) ^(a)	1,9 à 4 %	2 à 4 %

(a) Taux d'inflation inclus

(b) Une baisse de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une augmentation des engagements de 21 M€ au 31 décembre 2011. Selon les principes comptables Groupe, ces écarts actuariels auraient été comptabilisés directement en capitaux propres

19.4 PARTICIPATION AU CAPITAL

19.4.1 Stock-options

Nombre total d'options pouvant effectivement (juridiquement et économiquement) être exercées : 0

Cours de bourse au 30/12/2011 : 24,345 euros

Plan : date d'attribution	Solde au 31/12/2011	Date minimale d'exercice normal	Date minimale d'exercice PEE	Cours de levée (€) ^(a)	Nombre d'options effectivement exercçables
21/06/2005	2 744 973	21/06/2009	21/06/2006	30,94	-
05/09/2006	3 514 341	05/09/2010	05/09/2007	39,49	-
05/06/2007	4 205 899	05/06/2011	05/06/2008	62,63	-
31/03/2008	4 228 371	31/03/2012	31/03/2009	42,68	-
01/04/2009	4 564 926	01/04/2013	01/04/2010	25,62	-
30/06/2010	4 138 961	01/07/2014	01/07/2011	34,08	-
14/06/2011	2 974 497	14/06/2015	14/06/2012	31,43	-
Total					0

Pour être effectivement exercçables les options doivent remplir deux conditions :

- 1) Etre juridiquement exercçables au 31/12/2011, soit par exercice normal (4 ans après la date d'attribution du plan), soit par exercice partiel anticipé dans le cadre du PEE.
- 2) Etre économiquement exercçables au 31/12/2011 : pour qu'une option soit économiquement exercçable, son prix d'exercice doit être inférieur au cours de clôture au 30/12/2011, soit 24,345€.

(a) Les cours de levée tiennent compte de l'OPRA.

NOTE 20 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

20.1 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Transactions	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2011	2010	2011	2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010
Parties liées en amont	5	5	1	1		2		
Coentreprises	26	25	188	156	283	236	90	113
Entités associées	18	7	131	101	67	64	21	10
Autres parties liées	28	34	129	17	89	66	62	45
Total	77	71	449	275	439	368	173	168
Échéances								
moins d'un an					350	295	136	165
de 1 à 5 ans					19	30	37	3
plus de 5 ans					70	43		
dont dépréciations pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					84	77		

Identité des parties liées :

- Parties liées en amont : SCDM (société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues) ;
- Coentreprises : principalement sociétés de carrières / SEP de travaux / sociétés de promotion immobilière ;
- Entités associées : notamment transactions avec les sociétés concessionnaires et Alstom ;
- Autres parties liées : essentiellement transactions avec des sociétés non consolidées détenues par le Groupe.

20.2 INFORMATIONS SUR LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES ALLOUES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION (BOUYGUES)

La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité de direction générale du Groupe présents au 31 décembre 2011.

Les rémunérations directes s'élèvent à 17 329 177 € dont 7 564 733 € de rémunérations de base, 9 764 744 € de rémunération variable payée en 2012 et liée aux performances réalisées en 2011 et 474 337 € de jetons de présence.

Les jetons de présence alloués aux administrateurs et aux censeurs non dirigeants sont de 403 000 €.

Avantages à court terme : néant.

Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale bénéficient d'un régime de retraite additive de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Cette retraite additionnelle annuelle est plafonnée à huit fois le plafond annuel de la sécurité sociale. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurance. La contribution versée en 2011 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurance s'est élevée à 2 000 000 €.

Avantages à long terme : néant.

Indemnités de fin de contrat : elles concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 640 248 €.

Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 14 juin 2011 (stock-options) aux membres du comité de direction générale est de 649 000 au prix d'exercice de 31,43 €. La date minimale d'exercice est le 14 juin 2015. La charge comptabilisée en 2011 ressort à 121 324 €.

NOTE 21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

21.1 INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRESORERIE DES FILIALES ACQUISES OU SORTANTES

Présentation par métier des flux de trésorerie nets résultant des acquisitions et sorties de filiales.

Sur activités poursuivies

Filiales acquises / sortantes	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	Total 31/12/2011
Trésorerie	(25)	5	(2)	3	(6)	1	(24)
Stocks	1	(4)	(1)	2			(2)
Clients et créances	(68)	(1)	(2)	(10)	(4)	1	(84)
Actifs non courants (hors goodwill)	(2)	(2)	(49)	1	-	(1)	(53)
Goodwill	(39)		(3)	7	(12)	1	(46)
Fournisseurs et dettes courantes	94	3	28	7	22	12	166
Dettes à long terme	(1)	(2)	(5)	(4)	(3)		(15)
Provisions non courantes	2	(1)		5	2	(2)	6
Impôts LT			(2)	1			(1)
Coût d'acquisition ou de cession net	(38)	(2)	(36)	12	(1)	12	(53)
Trésorerie acquise ou cédée	25	(5)	2	(3)	6	(1)	24
Dettes nettes sur immobilisations financières						(1)	(1)
Flux de trésorerie net résultant de l'acquisition ou sortie des filiales	(13)	(7)	(34)	9	5	10	(30)

Sur activités non poursuivies : NEANT

NOTE 22 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (en milliers d'euros)

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31/12/2011.

	Réseau Mazars				Réseau Ernst & Young				Autres réseaux ^(a)				Total charge	
	Montant (HT)		%		Montant HT		%		Montant HT		%			
	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10
A - Audit														
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels consolidés ^(b)	(6 227)	(6 341)	96%	96%	(4 472)	(4 226)	96%	94%	(7 121)	(7 445)	84%	91%	(17 820)	(18 012)
• Bouygues SA	(221)	(218)			(222)	(219)			0	0			(443)	(437)
• Filiales intégrées	(6 006)	(6 123)			(4 250)	(4 007)			(7 121)	(7 445)			(17 377)	(17 575)
Missions accessoires ^(c)	(118)	(148)	2%	2%	(175)	(287)	4%	6%	(786)	(203)	9%	2%	(1 079)	(638)
• Bouygues SA	0	(30)			(71)	(21)			0	0			(71)	(51)
• Filiales intégrées	(118)	(118)			(104)	(266)			(786)	(203)			(1 008)	(587)
Sous-total 1	(6 345)	(6 489)	98%	98%	(4 647)	(4 513)	100%	100%	(7 907)	(7 648)	93%	93%	(18 899)	(18 650)
B - Autres prestations ^(d)														
Juridique, fiscal, social	(62)	(84)	1%	1%	0	0	0%	0%	(461)	(413)	5%	5%	(523)	(497)
Autres	(55)	(40)	1%	1%	0	0	0%	0%	(167)	(114)	2%	2%	(222)	(154)
Sous-total 2	(117)	(124)	2%	2%	0	0	0%	0%	(628)	(527)	7%	7%	(745)	(651)
Total charge d'honoraires	(6 462)	(6 613)	100%	100%	(4 647)	(4 513)	100%	100%	(8 535)	(8 175)	100%	100%	(19 644)	(19 301)

(a) Pour la pertinence de l'information d'ensemble, la charge d'honoraires affectée aux "Autres réseaux" des commissaires aux comptes est présentée dans ce tableau.

(b) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

(c) Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :

- par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie,
- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie.

(d) Il s'agit des prestations hors Audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.

NOTE 23 PRINCIPAUX TAUX DE CONVERSION

Convention : 1 unité monétaire locale = x euros.

Pays	Unité monétaire	Cours de clôture		Cours moyen annuel	
		31/12/2011	31/12/2010	2011	2010
EUROPE					
Danemark	Couronne danoise	0,134513	0,134165	0,134235	0,134269
Grande-Bretagne	Livre sterling	1,197175	1,161778	1,147776	1,168215
Hongrie	Forint hongrois	0,003179	0,003598	0,003563	0,003617
Pologne	Zloty polonais	0,224316	0,251572	0,241664	0,249695
République tchèque	Couronne tchèque	0,038779	0,039903	0,040651	0,039583
Roumanie	Nouveau leu roumain	0,231305	0,234632	0,235852	0,237141
Suisse	Franc suisse	0,822639	0,799744	0,811804	0,729949
AMÉRIQUE DU NORD					
États-Unis	Dollar US	0,772857	0,748391	0,714277	0,757189
Canada	Dollar canadien	0,756716	0,750638	0,724366	0,732055
AUTRES					
Maroc	Dirham marocain	0,090013	0,089497	0,088806	0,089724
Thaïlande	Baht thaïlandais	0,024396	0,024894	0,023380	0,023913
Hong-Kong	Dollar Hong-Kong	0,099493	0,096287	0,091777	0,097455
Communauté financière africaine	Franc CFA	0,001524	0,001524	0,001524	0,001524
Afrique du Sud	Rand sud africain	0,095393	0,112835	0,098585	0,103544

NOTE 24 : LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2011

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2011	2010	2011	2010
FRANCE					
INTEGRATION GLOBALE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Bouygues Construction SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment International SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues TP SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Axione	Malakoff	99,97	99,97		
Bati-Rénov SA	Orly	99,32	99,32		
Brézillon SA	Noyon	99,32	99,32		
Challenger SNC	Paris	99,97	99,97		
DTP Terrassement SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
DV Construction SA	Mérignac	99,97	99,97		
ETDE SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Exprimm IT	Villebon sur Yvette	Fusion	99,97		
Exprimm SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
GFC Construction SA	Caluire et Cuire	99,97	99,97		
Quille Construction SA (ex GTB)	Nantes	99,97	99,97		
Mainguy SAS	Vertou	Fusion	99,97		
Norpac SA	Villeneuve d'Ascq	99,97	99,97		
Pertuy Construction SA	Maxéville	99,97	99,97		
Quille SA	Rouen	99,97	99,97		
Serma SAS	Champforgeuil	99,97	99,97		
Sodéarif SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,96	99,96		
<u>IMMOBILIER</u>					
Bouygues Immobilier	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		
SLC	Lyon	100,00	100,00		
SNC Bouygues Immobilier Entreprises Ile-de-France	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		
SNC Bouygues Immobilier Paris	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2011	2010	2011	2010
<u>ROUTES</u>					
Colas SA et ses filiales régionales (Colas, Screg, et Sacer)	Boulogne-Billancourt	96,55	96,62		
Aximum	Chatou	96,54	96,61	100,00	100,00
Colas Guadeloupe	Baie-Mahault (Guadeloupe)	96,54	96,61	100,00	100,00
Colas Martinique	Le Lamentin (Martinique)	96,54	96,61	100,00	100,00
Colas Rail	Maisons-Laffitte	96,54	96,61	100,00	100,00
Grands Travaux Océan Indien (GTOI) SA	Le Port (La Réunion)	96,54	96,61	99,99	99,99
Smac et ses filiales	Boulogne-Billancourt	96,54	96,61	100,00	100,00
Société de la Raffinerie de Dunkerque	Dunkerque	96,54	96,61	100,00	100,00
Spac et ses filiales	Clichy	96,54	96,61	100,00	100,00
<u>COMMUNICATION</u>					
Télévision Française 1 SA	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09		
Dujardin et ses filiales	Cestas	43,59	43,09	100,00	100,00
E-TF1	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
Eurosport SA et ses filiales	Issy-les-Moulineaux	43,59	43,09	100,00	100,00
La Chaîne Info	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
NT1	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
Télé Monte Carlo	Monaco	34,87	34,47	80,00	80,00
Téléshopping	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
TF1 Droits Audiovisuels	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
TF1 Entreprises	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
TF1 Publicité	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
TF1 Vidéo	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
TV Breizh	Lorient	43,59	43,09	100,00	100,00
Une Musique	Boulogne-Billancourt	43,59	43,09	100,00	100,00
Métro France Publications	Paris	43,59	ME en 2010	100,00	-
<u>TELECOMMUNICATIONS</u>					
Bouygues Telecom SA et ses filiales	Paris	89,55	89,55		
<u>FILIALES DIVERSES</u>					
Bouygues Relais SNC	Paris	100,00	100,00		
GIE 32 Hoche	Paris	90,00	90,00		
Société Française de Participation & Gestion (SFPG) SA et ses filiales	Paris	99,76	99,76		
Serendipity et ses filiales	Paris	100,00	IP en 2010		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2011	2010	2011	2010
INTEGRATION PROPORTIONNELLE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Evesa SAS	Paris	32,99	-		
Chrysalis Developpement SAS	Paris	64,98	-		
<u>ROUTES</u>					
Carrières Roy	Saint-Varent	48,26	48,29	49,98	49,98
MISE EN EQUIVALENCE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Adelac SAS	Beaumont	46,09 (b)	46,09		
Autoroute de liaison Seine-Sarthe SA	Bourg-Achard	33,16	33,16		
Axione Infrastructures SAS et ses filiales	Saint-Quentin-en-Yvelines	15,00	15,00		
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	33,32	33,32		
<u>ROUTES</u>					
Cofiroute	Sèvres	16,09	16,11	16,67	16,67
<u>FILIALES DIVERSES</u>					
Alstom	Levallois-Perret	30,75	30,77		
Finagection et ses filiales (Afrique)	Saint-Quentin-en-Yvelines	20,00	21,50		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

(b) 39,19 % Bouygues Construction, 6,90 % Colas

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2011	2010	2011	2010
INTERNATIONAL					
INTEGRATION GLOBALE					
CONSTRUCTION					
Acieroid SA	Barcelone / Espagne	99,97	99,97		
Bouygues Thai Ltd	Bangkok / Thaïlande	48,99	48,99		
Bouygues UK Ltd	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Bymaró	Casablanca / Maroc	99,96	99,96		
David Webster Lighting et ses filiales	Harlow / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Dragages et TP (Hong-Kong) Ltd	Hong-Kong / Chine	99,97	99,97		
DTP Singapour Pte Ltd	Singapour	99,97	99,97		
Ecovert FM	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
ETDE Contracting Ltd	Derbyshire / Royaume-Uni	99,97	99,97		
ETDE Gabon	Libreville / Gabon	84,39	84,39		
ETDE Hungary	Gyor / Hongrie	99,97	99,97		
Goukoto Mining Services	Bamako / Mali	99,97	-		
Icel Maidstone Ltd et ses filiales	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Karmar SA	Varsovie / Pologne	99,97	99,97		
Kohler Investment SA	Luxembourg	99,97	99,97		
Leadbitter Bouygues Holding Ltd et ses filiales	Abingdon / Royaume-Uni	50,98	-		
Losinger Marazzi AG (ex Construction AG)	Köniz / Suisse	99,97	99,97		
Losinger Holding AG (ex Marazzi Holding)	Köniz / Suisse	99,97	99,97		
Prader Losinger SA	Sion / Suisse	99,64	99,64		
VCES Holding s.r.o. et ses filiales	Pardubice / République tchèque	99,97	99,97		
VSL International Ltd	Berne / Suisse	99,87	99,87		
Warings Construction Group Holding Ltd et ses filiales	Portsmouth / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Westminster Local Education Partnership Ltd	Londres / Royaume-Uni	89,97	79,98		
IMMOBILIER					
Bouygues Immobilier Polska Sarl	Varsovie / Pologne	100,00	100,00		
Bouygues Inmobiliaria SA	Madrid / Espagne	100,00	100,00		
Parque Empresarial Cristalia SL	Madrid / Espagne	100,00	100,00		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2011	2010	2011	2010
<u>ROUTES</u>					
Colas Belgium et ses filiales	Bruxelles / Belgique	96,54	96,61	100,00	100,00
Colas Canada Inc.	Montréal Québec / Canada	96,55	96,62	100,00	100,00
Colas Cz	Prague /République tchèque	96,55	96,62	100,00	100,00
Colas Danmark A/S	Virum / Danemark	96,55	96,62	100,00	100,00
Colas Gabon	Libreville / Gabon	86,80	86,86	89,90	89,90
Colas Hungaria et ses filiales	Budapest / Hongrie	96,55	96,62	100,00	100,00
Colas Inc. et ses filiales	Morristown New Jersey / Etats Unis	96,55	96,62	100,00	100,00
Colas Ltd et ses filiales	Rowfant / Royaume-Uni	96,55	96,62	100,00	100,00
Colas du Maroc et ses filiales	Casablanca / Maroc	96,54	96,61	100,00	100,00
Colas Polska	Sroda-Wielkopol / Pologne	96,55	96,62	100,00	100,00
Colas SA et ses filiales	Lausanne / Suisse	95,80	95,87	99,22	99,22
<u>FILIALES DIVERSES</u>					
Challenger Réassurance	Luxembourg	99,99	99,99		
Uniservice	Genève / Suisse	99,99	99,99		
INTEGRATION PROPORTIONNELLE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Bombela Civils Jv Ltd	Johannesburg / Afrique du Sud	44,99	44,99		
<u>ROUTES</u>					
Gamma Materials	Beau Bassin / Ile Maurice	48,22	-	50,00	-
MISE EN EQUIVALENCE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Bina Fincom	Zagreb / Croatie	44,99	44,99		
Hermes Airports Ltd	Nicosia / Chypre	21,99	21,99		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt